



Annexe n°2 : Tierces-interventions des ONG à la CEDH entre 2009 et 2019

Par Delphine Loiseau, janvier 2020.

Nom aff. et date	ONG et sa position (si connue)	Résumé et Décision	Juges
<i>Czarnowski v. Poland</i> , n° 28586/03, 20 janvier 2009	The Helsinki Foundation for Human Rights (Warsaw, Poland) §24	The applicant alleged that the refusal to allow him to attend the funeral of his father was in breach of Article 8 of the Convention. Decision: violation of Article 8 of the Convention.	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Giovanni Bonello, Ljiljana Mijović, Päivi Hirvelä, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, judges,
<i>Opuz v. Turkey</i> , n°33401/02, 09 juin 2009	Interights : §125-127 S'appuyant sur la pratique internationale, Interights soutient que la responsabilité de l'Etat peut se trouver engagée du fait d'un manquement des autorités nationales à leur obligation d'agir avec la diligence requise pour prévenir les violences faites aux femmes – y compris celles commises par des particuliers – et d'enquêter sur de tels actes ainsi que de poursuivre et de punir leurs auteurs. Le droit de ne pas être torturé	L'intéressée se plaignait notamment du manquement des autorités turques à leur devoir de protection contre les violences domestiques subies par elle et sa mère, et qui ont conduit à la mort de celle-ci. Décision : à l'unanimité : violation de l'article 2 concernant le décès de la mère de la requérante ; violation de l'article 3 de la Convention en raison du manquement des autorités à leur obligation de protéger la requérante contre les actes de violence domestique commis par son ex-mari ; violation de l'article 14	Josep Casadevall, président, Elisabet Fura-Sandström, Corneliu Bîrsan, Alvina Gyulumyan, Egbert Myjer, Ineta Ziemele, İşıl Karakaş, juges,

	et le droit à la vie ayant valeur de jus cogens, l'Etat aurait le devoir de faire preuve d'une diligence exemplaire pour enquêter sur les actes en question et poursuivre leurs agresseurs. §157, §182	combiné avec les articles 2 et 3 pas lieu d'examiner les griefs formulés sur le terrain des articles 6 et 13 de la Convention	
<i>Wojtas-Kaleta v. Poland</i> , n° 20436/02, 16 juillet 2009	The Helsinki Foundation for Human Rights §36-40	The applicant alleged a breach of her right to freedom of expression guaranteed by Article 10 of the Convention as a result of a reprimand imposed on her by her employer, a public television company. decision : violation of Article 10 of the Convention	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Giovanni Bonello, Ljiljana Mijović, Päivi Hirvelä, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, judges,
<i>Jamrozy v. Poland</i> , n° 6093/04, 15 septembre 2009	the Polish Helsinki Foundation for Human Rights §54-60	The applicant alleged, in particular, that his pre-trial detention had exceeded a "reasonable time" within the meaning of Article 5 § 3 of the Convention decision : violation of Article 5 § 3 of the Convention	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Giovanni Bonello, Ljiljana Mijović, Ján Šikuta, Mihai Poalelungi, Nebojša Vučinić, judges,
<i>Kaboulov v. Ukraine</i> , n° 41015/04, 19 novembre 2009	the Helsinki Foundation for Human Rights in Warsaw §79 rapports: AI +The International Helsinki Federation for Human Right	The applicant complained under Article 2 of the Convention that there was a real risk that he would be liable to capital punishment in the event of his extradition to Kazakhstan. He submitted that he would be subjected to treatment contrary to Article 3 of the Convention, on account of the possible application of the death penalty and the poor conditions of detention in Kazakhstan, the lack of proper medical treatment and assistance in detention facilities and the widespread practice of torture of detainees. He further alleged, under Articles 5 §§ 1 (c) and (f), 2, 3 and 4, that his initial detention on 23 August 2004 and the decision to	Peer Lorenzen, President, Karel Jungwiert, Rait Maruste, Mark Villiger, Isabelle Berro-Lefèvre, Zdravka Kalaydjieva, judges, Mykhaylo Buromenskiy, ad hoc judge,

		extradite him taken by the General Prosecution Service were unlawful. He also raised complaints under Article 13 of the Convention, stating that there had been no effective remedies for his complaints about his extradition in violation of Articles 2 and 3 of the Convention. The applicant also complained that he would be exposed to unfair trial, if extradited to Kazakhstan, contrary to Article 6 § 1 of the Convention. He further claimed that there was a breach of Article 34 of the Convention. decision : Holds that the applicant's extradition to Kazakhstan would not violate Article 2 of the Convention; Holds that the applicant's extradition to Kazakhstan would be in violation of Article 3 of the Convention; Holds that there has been a violation of Article 13 of the Convention; Holds that it is not necessary to examine whether the applicant's extradition to Kazakhstan would be in violation of Article 6 § 1 of the Convention; Holds that there has been a violation of Article 5 § 1 of the Convention in respect of the applicant's detention from 23 August to 13 September 2004; Holds that there has been a violation of Article 5 § 1 (f) of the Convention in respect of the applicant's detention from 13 September 2004 onwards; Holds that there has been a violation of Articles 5 § 2 of the Convention; Holds that there has been a violation of Article 5 § 4 of the Convention; Holds that there has been a violation of Article 5 § 5 of the Convention	
<i>Sejdić et Finci c. Bosnie</i>	AIRE Centre	Sur la discrimination ethnique dans les élections à la	Jean-Paul Costa, President,

<i>et Herzégovine</i> [GC], n^{os} 27996/06 et 34836/06, 22 décembre 2009	Open Society Justice Initiative : L'Open Society Justice Initiative souligne quant à elle que la participation politique représente l'un des droits et responsabilités qui maintiennent le lien juridique entre un citoyen et un Etat. Dans la plupart des ordres juridiques, les droits de voter, d'être élu et de se porter candidat aux élections seraient ce qui distingue le plus clairement un citoyen d'un étranger. Dès lors, non seulement les restrictions à ces droits, notamment celles fondées sur des motifs aussi suspects que la race ou l'origine ethnique, seraient discriminatoires, mais elles porteraient en outre atteinte au sens même de la citoyenneté. Au-delà de son importance en tant que droit lié à la citoyenneté, la participation politique serait particulièrement importante pour les minorités ethniques et capitale pour éviter leur marginalisation et favoriser leur intégration. Ce serait particulièrement vrai à la suite d'un conflit ethnique, où l'établissement de distinctions juridiques fondées sur l'origine ethnique serait propre à exacerber les tensions plutôt qu'à favoriser les relations constructives et durables entre toutes les ethnies, essentielles à la viabilité d'un Etat multiethnique. (§37)	présidence de l'Etat - Violation de l'article 14 combiné à l'article 3 Protocole 1 du fait de l'interdiction pour un Juif et un Rom de se présenter aux élections présidentielles.	Christos Rozakis, Nicolas Bratza, Peer Lorenzen, Françoise Tulkens, Josep Casadevall, Giovanni Bonello, Lech Garlicki, Khanlar Hajiyevev, Ljiljana Mijović, Egbert Myjer, David Thór Björgvinsson, George Nicolaou, Luis López Guerra, Ledi Bianku, Ann Power, Mihai Poalelungi, Opinion partiellement concordante et partiellement dissidente de la juge Mijović (proche Soros) à laquelle se rallie le juge Hajiyevev + opinion dissidente du juge Bonello : considère qu'il aurait fallu prendre davantage en compte le contexte historique et actuel de la Bosnie.
<i>Frasik c. Pologne</i>, n° 22933/02, 05 janvier 2010	Fondation Helsinki pour les droits de l'homme : §83-87 : La Fondation Helsinki pour les droits de l'homme appelle	Invoquant en particulier les articles 12 et 13 de la Convention, le requérant se plaint de ne pas avoir été autorisé à se marier en prison et de ne pas avoir pu	Nicolas Bratza, président, Lech Garlicki, Giovanni Bonello,

	l'attention de la Cour sur le fait que la jurisprudence des institutions de la Convention en matière de droit au mariage des détenus a progressivement évolué de la non-reconnaissance à la protection explicite.	contester ce refus. Sur le terrain de l'article 5 § 4, il se plaint par ailleurs que l'un des recours qu'il avait formés contre la décision de prolonger sa détention provisoire n'ait pas été examiné à bref délai. Décision à l'unanimité : violation art. 12 de la Convention	Ljiljana Mijović, Päivi Hirvelä, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, juges
<i>Jaremowicz v. Poland</i> , n° 24023/03, 05 janvier 2010	the Helsinki Foundation for Human Rights : §43-47	The applicant alleged, in particular, a breach of Article 12 of the Convention in that he had been refused leave to marry in prison. He also alleged a violation of Article 13 on account of the fact that he had had no domestic remedy to challenge that refusal. Lastly, he invoked Article 14, maintaining that he had been discriminated against on the ground of his status as a prisoner Decision : violation art. 12 & 13a	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Giovanni Bonello, Ljiljana Mijović, Päivi Hirvelä, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, judges,
<i>Rantsev v. Cyprus and Russia</i> , n° 25965/04, 07 janvier 2010	Interights §264-268 et le AIRE Centre §269-271	Invoquant les articles 2, 3, 4, 5 et 8 de la Convention, il dénonçait, premièrement, l'absence d'enquête suffisante sur les circonstances ayant entouré le décès de sa fille, deuxièmement, le manquement de la police chypriote à la protéger tant qu'elle était encore en vie et, troisièmement, le manquement des autorités chypriotes à prendre des mesures pour sanctionner les responsables des mauvais traitements qui lui avaient été infligés et de son décès. Il reprochait aux autorités russes, sur le terrain des articles 2 et 4, de ne pas avoir enquêté sur le décès de sa fille et la traite dont elle avait peut-être été victime et de ne pas avoir pris de mesures pour la protéger contre cette traite. Enfin, sous l'angle de l'article 6 de la Convention, il se plaignait de la procédure d'instruction chypriote et de l'impossibilité dans laquelle il estimait s'être trouvé d'accéder à la justice chypriote. Décision à l'unanimité : Dit qu'il n'y a pas eu violation par les autorités chypriotes de leur obligation positive de	Christos Rozakis, President, Anatoly Kovler, Elisabeth Steiner, Dean Spielmann, Sverre Erik Jebens, Giorgio Malinverni, George Nicolaou, judges,

		protéger le droit à la vie de Mlle Rantseva conformément à l'article 2 de la Convention Dit que le manquement des autorités chypriotes à mener une enquête effective sur le décès de Mlle Rantseva a emporté violation du volet procédural de l'article 2 de la Convention ; Dit qu'il n'y a pas eu violation de l'article 2 de la Convention par la Russie ; Dit qu'il n'y a pas lieu d'examiner séparément le grief tiré de l'article 3 de la Convention ; Dit que le manquement des autorités chypriotes à apporter à Mlle Rantseva une protection pratique et effective contre la traite et l'exploitation en général et à prendre les mesures particulières nécessaires pour la protéger a emporté violation de l'article 4 de la Convention ; Dit que le manquement de la Russie à ses obligations procédurales d'enquêter sur la traite alléguée a emporté violation de l'article 4 de la Convention ; Dit qu'il y a eu violation de l'article 5 de la Convention par Chypre ;	
<i>Baysakov and others v. Ukraine</i>, n° 54131/08 18 février 2010	Interights : §59-60	The applicants (from Kazakhstan) complained that, if extradited, they would face a risk of being subjected to torture and inhuman or degrading treatment by the Kazakh law-enforcement authorities, which would constitute a violation of Article 3 of the Convention; The applicants complained that if they were extradited to Kazakhstan they were likely to be subjected to an unfair trial, and that by extraditing them Ukraine would violate Article 6 of the Convention; The applicants complained that they had no effective remedies to prevent or challenge their extradition on the ground of the risk of ill-treatment.	Peer Lorenzen, President, Renate Jaeger, Karel Jungwiert, Mark Villiger, Mirjana Lazarova Trajkovska, Zdravka Kalaydjieva, judges, Mykhaylo Buromenskiy, ad hoc judge,

		Decision : the applicants' extradition to Kazakhstan would be in violation of Article 3 of the Convention; Holds that there is no need to examine whether the applicants' extradition to Kazakhstan would be in violation of Article 6 of the Convention; Holds that there has been a violation of Article 13 of the Convention	
<i>Al-Saadoon et Mufdhi c. Royaume-Uni</i> , n°61498/08, 02 mars 2010	Equality and Human Rights Commission, the Bar Human Rights Committee of England and Wales, British Irish Rights Watch, the European Human Rights Advocacy Centre, Human Rights Watch , the International Commission of Jurists , the International Federation for Human Rights, JUSTICE, Liberty and REDRESS §113-114, §158-159	The applicants alleged that their detention by British forces in Basra and their transfer by those forces to the custody of the Iraqi authorities fell within the jurisdiction of the United Kingdom and gave rise to violations of their rights under Articles 2, 3, 6, 13 and 34 of the Convention and Article 1 of Protocol No. 13. Décision : violation de l'article 3 de la Convention ; pas nécessaire de trancher le point de savoir s'il y a eu violation de l'article 2 de la Convention ou de l'article 1 du Protocole no 13 à la Convention ; pas eu violation de l'article 6 de la Convention ; violation des articles 13 et 34 de la Convention ;	Lech Garlicki, président, Nicolas Bratza, Giovanni Bonello, Ljiljana Mijović, Ján Šikuta, Mihai Poalelungi, Nebojša Vučinić, juges, Opinion en partie dissidente du juge Bratza
<i>Oršuš et autres c. Croatie</i> [GC], n° 15766/03, 16 mars 2010	Interights : 138-140 : 139. L'accès à l'instruction sans discrimination impliquerait que les enfants aient la possibilité de faire partie d'un système éducatif majoritaire assurant leur intégration dans la société ainsi que d'en retirer le bénéfice. Toutes les normes internationales en matière d'éducation seraient construites sur le principe de non-discrimination. En raison de l'importance primordiale que revêt le droit à l'instruction, ne pas garantir ce droit aux enfants des minorités ethniques ou linguistiques amoindrirait la capacité de ces	Sur la discrimination des Roms en matière d'enseignement. Quinze ressortissants croates alléguèrent notamment que la durée de la procédure devant les autorités nationales avait été excessive et qu'ils avaient été privés du droit à l'instruction et avaient subi une discrimination dans la jouissance de ce droit en raison de leur race ou de leur origine ethnique. Dit, à l'unanimité, qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention ; Dit, par neuf voix contre huit, qu'il y a eu violation de l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 2 du Protocole no 1 ;	Jean-Paul Costa, président, Nicolas Bratza, Françoise Tulkens, Josep Casadevall, Karel Jungwiert, Nina Vajić, Anatoly Kovler, Elisabeth Steiner, Alvin Gyulumyan, Renate Jaeger, Egbert Myjer, David Thór Björgvinsson, Ineta Ziemele, Isabelle Berro-Lefèvre, Mirjana Lazarova Trajkovska, Işıl Karakaş, Nebojša Vučinić, juges,

	minorités à sortir du cycle de pauvreté et de marginalisation dans lequel vivent beaucoup d'entre elles. Greek Helsinki Monitor : §141-142		l'opinion séparée en partie dissidente commune des juges Jungwiert, Vajić, Kovler, Gyulumyan, Jaeger, Myjer, Berro-Lefèvre et Vučinić.
<i>Kamyshev v. Ukraine</i> , n° 3990/06, 20 mai 2010	the Helsinki Foundation for Human Rights in Warsaw and from the International Federation for Human Rights (Interights)	Belarusian national, Mr Oleg Leonidovich Kamyshev complained that if extradited to Belarus he would face the risk of being subjected to ill-treatment by the Belarus authorities. He further contended that the conditions of his detention were inhuman and degrading. The applicant made a new complaint alleging the risk of flagrant denial of justice by the Belarus authorities. Decision : violation of Article 5 § 1 (f) of the Convention; violation of Article 5 § 4 of the Convention.	Peer Lorenzen, President, Renate Jaeger, Rait Maruste, Mark Villiger, Isabelle Berro-Lefèvre, Zdravka Kalaydjieva, judges, Mykhaylo Buromenskiy, ad hoc judge,
<i>Grzelak v. Poland</i> , n° 7710/02, 15 juin 2010	the Helsinki Foundation for Human Rights in Warsaw §77-83	The applicants complained, in particular, about the absence of a mark for “religion/ethics” on the school reports of Mateusz Grzelak. Decision : Holds by six votes to one that there has been a violation of Article 14 taken in conjunction with Article 9 of the Convention in respect of the third applicant	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Giovanni Bonello, Ljiljana Mijović, David Thór Björgvinsson, Ledi Bianku, Mihai Poalelungi, judges, partly dissenting opinion of judge David Thór Björgvinsson
<i>Schalk et Kopf c. Autriche</i> , n° 30141/04, 24 juin 2010	International Federation for Human Rights (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme – FIDH), the International commission of Jurists (ICJ) , the AIRE Centre and the European Region of the International Lesbian and Gay Association (ILGA-Europe) §47-48, §81-86	Les requérants alléguaient en particulier qu'ils avaient fait l'objet d'une discrimination au motif que, étant tous deux de même sexe, ils s'étaient vu refuser la possibilité de se marier ou de faire reconnaître juridiquement d'une autre manière leur relation. Decision : Holds unanimously that there has been no violation of Article 12 of the Convention; Holds by four votes to three that there has been no violation of Article 14 of the Convention taken in	Christos Rozakis, President, Anatoly Kovler, Elisabeth Steiner, Dean Spielmann, Sverre Erik Jebens, Giorgio Malinverni, George Nicolaou, judges, opinion dissidente commune aux juges Rozakis, Spielmann et Jebens ;

		conjunction with Article 8.	opinion concordante du juge Malinverni, à laquelle se rallie le juge Kovler.
<i>Ramzy v. the Netherlands</i> , n° 25424/05, 20 juillet 2010	the AIRE Centre , Interights (also on behalf of Amnesty International Ltd. , the Association for the Prevention of Torture, Human Rights Watch , the International Commission of Jurists , and Redress), Justice and Liberty	The applicant alleged that, if expelled to Algeria, he would be exposed to a real risk of treatment contrary to Article 3 of the Convention. In addition, he alleged a violation of Article 13 of the Convention for not having had an effective remedy in respect of the exclusion order. Affaire retirée, rayée du rôle.	Josep Casadevall, President, Elisabet Fura, Corneliu Bîrsan, Boštjan M. Zupančič, Alvina Gyulumyan, Egbert Myjer, Luis López Guerra, judges,
<i>A. v. The Netherlands</i> , n° 4900/06, 20 juillet 2010	the AIRE Centre , Interights (also on behalf of Amnesty International Ltd. , the Association for the Prevention of Torture, Human Rights Watch , the International Commission of Jurists, and Redress), Justice and Liberty. AIRE Centre : § 131-133 jointly by Amnesty International Ltd. , the Association for the Prevention of Torture, Human Rights Watch , the International Commission of Jurists, Interights and Redress : §134-137	a Libyan national alleged that his expulsion to Libya would violate his rights under Article 3 of the Convention and that he did not have an effective remedy within the meaning of Article 13 of the Convention taken together with Article 3. Decision: violation art. 3, no violation art. 13.	Josep Casadevall, President, Elisabet Fura, Corneliu Bîrsan, Boštjan M. Zupančič, Alvina Gyulumyan, Egbert Myjer, Luis López Guerra, judges,
<i>Sanoma Uitgevers B.V. c. Pays-Bas</i> , n° 38224/03, 14 septembre 2010	Open Society Justice Initiative : §58 : Les parties intervenantes relèvent que les journalistes de la société requérante avaient pris des photographies de la course de rue illégale à partir desquelles certains ou l'ensemble des participants pouvaient être identifiés une fois les clichés parvenus aux mains des autorités.	Journalists from the applicant company – a business which publishes and markets magazines – attended an illegal car race after an invitation by its organizers. They were given the opportunity to take photographs of the race as well as of participating cars and persons on the condition that the identity of all participants would remain undisclosed. The police and prosecuting authorities were afterwards led to suspect that one of the vehicles participating in the street race had been used as a getaway car following a ram raid the year before.	Jean-Paul Costa, président, Christos Rozakis, Nicolas Bratza, Peer Lorenzen, Françoise Tulkens, Karel Jungwiert, Rait Maruste, Khanlar Hajiyev, Egbert Myjer, Sverre Erik Jebens, Dragoljub Popović, Mark Villiger,

		Violation art. 10	Isabelle Berro-Lefèvre, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Zdravka Kalaydjieva, Mihai Poalelungi, juges opinion concordante du juge Myjer
<i>MGN Limited v. the United Kingdom</i> , n° 39401/04, 18 janvier 2011	Combined third-party comments were received from the Open Society Justice Initiative , the Media Legal Defence Initiative, Index on Censorship, the English PEN, Global Witness and Human Rights Watch §184-191	The applicant alleged two violations of its right to freedom of expression guaranteed by Article 10 of the Convention. In particular, it complained about a finding of breach of confidence against it and, further, about being required to pay the claimants' costs including success fees. Decision : Holds by six votes to one that there has been no violation of Article 10 of the Convention as regards the finding of a breach of confidence against the applicant; 3. Holds unanimously that there has been a violation of Article 10 of the Convention as regards the success fees payable by the applicant;	Ljiljana Mijović, President, Nicolas Bratza, David Thór Björgvinsson, Päivi Hirvelä, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, Vincent A. de Gaetano, judges,
<i>M.S.S. c. Belgique et Grèce</i> [GC], n° 30696/09, 21 janvier 2011	AIRE Centre Amnesty International Greek Helsinki Monitor (+ nombreux rapports AI, Human Rights Watch , Comité Helsinki norvégien...) 246. De l'avis de AIRE Centre et Amnesty International , la situation prévalant en Grèce à ce jour consiste à priver les demandeurs d'asile non seulement de tout soutien matériel de la part des autorités mais aussi du droit de subvenir à leurs besoins. Le dénuement	Sur la législation et la pratique en Grèce en matière d'asile. Un ressortissant afghan alléguait en particulier que son expulsion par les autorités belges avait violé les articles 2 et 3 de la Convention et qu'il avait subi en Grèce des traitements prohibés par l'article 3, et il dénonçait l'absence de recours conforme à l'article 13 de la Convention pour faire examiner les griefs précités Décision : à l'unanimité, qu'il y a eu violation par la Grèce de l'article 3 de la Convention au titre des conditions de détention du requérant ; par seize voix contre une, qu'il y a eu violation de l'article 3 de la Convention au titre des conditions d'existence du	Jean-Paul Costa, président, Christos Rozakis, Nicolas Bratza, Peer Lorenzen, Françoise Tulkens, Josep Casadevall, Ireneu Cabral Barreto, Elisabet Fura, Khanlar Hajiyev, Danutė Jočienė, Dragoljub Popović, Mark Villiger, András Sajó, Ledi Bianku, Ann Power, Işıl Karakaş, Nebojša Vučinić, juges,

	extrême qui en résulte doit s'analyser en un traitement contraire à l'article 3 de la Convention dans la droite ligne de la jurisprudence de la Cour dans les affaires relatives à des situations de dénuement résultant de l'action illégale de l'Etat. §281-282 : Le Commissaire, le HCR, AIRE Centre et Amnesty International ainsi que le Greek Helsinki Monitor sont tous d'avis que la législation et la pratique actuelles en Grèce en matière d'asile ne sont pas conformes aux règles internationales et européennes de protection des droits de l'homme + §330-334	requérant en Grèce ; qu'il y a eu violation par la Grèce de l'article 13 combiné avec l'article 3 de la Convention	opinion concordante du juge Rozakis ; opinion concordante du juge Villiger ; opinion partiellement concordante, partiellement dissidente du juge Sajó ; opinion partiellement dissidente du juge Bratza.
<i>Kiyutin c. Russie</i> n° 2700/10, 10 mars 2011	Interights (the International Centre for the Legal Protection of Human Rights) §46-51 : “que les personnes vivant avec le VIH/sida doivent bénéficier non seulement des normes antidiscriminatoires générales établies par le droit international, mais aussi de l'interdiction de la discrimination fondée sur le handicap que l'on retrouve dans la jurisprudence de la Cour ainsi que dans d'autres systèmes juridiques”	Un ressortissant ouzbek alléguait notamment qu'il avait été victime d'une discrimination fondée sur son état de santé (séropositif) lorsqu'il avait demandé un permis de séjour en Russie. Décision : violation art. 14 combiné à l'article 8	Nina Vajić, présidente, Anatoly Kovler, Christos Rozakis, Peer Lorenzen, Elisabeth Steiner, Mirjana Lazarova Trajkovska, Julia Laffranque, juges,
<i>Lautsi et autres c. Italie</i>, n° 30814/06, [GC], 18 mars 2011	Greek Helsinki Monitor Commission internationale de juristes Interights Human Rights Watch L'ONG Greek Helsinki Monitor 50. Selon l'organisation intervenante, on ne	Sur les crucifix dans les classes des écoles publiques italiennes. PAR CES MOTIFS, LA COUR, 1. Dit, par quinze voix contre deux, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 2 du Protocole no 1 et qu'aucune question distincte ne se pose sur le terrain de l'article 9 de la Convention	Jean-Paul Costa, président, Christos Rozakis, Nicolas Bratza, Peer Lorenzen, Josep Casadevall, Giovanni Bonello, Nina Vajić, Rait Maruste, Anatoly Kovler,

	peut voir dans le crucifix autre chose qu'un symbole religieux, de sorte que son exposition dans les salles de classe des écoles publiques peut être perçue comme un message institutionnel en faveur d'une religion donnée. Les organisations non gouvernementales Commission internationale de juristes, Interights et Human Rights Watch 54. Les organisations intervenantes estiment que la prescription de l'exposition dans les salles de classe des écoles publiques de symboles religieux tels que le crucifix est incompatible avec le principe de neutralité et les droits que les article 9 de la Convention et 2 du Protocole no 1 garantissent aux élèves et à leurs parents. Selon elles, d'une part, le pluralisme éducatif est un principe consacré, mis en exergue non seulement par la jurisprudence de la Cour mais aussi par la jurisprudence de plusieurs juridictions suprêmes et par divers textes internationaux. (...).		Sverre Erik Jebens, Päivi Hirvelä, Giorgio Malinverni, George Nicolaou, Ann Power, Zdravka Kalaydjieva, Mihai Poalelungi, Guido Raimondi, juges. Opinion dissidente du juge Malinverni, à laquelle se rallie la juge Kalaydjieva
<i>Kasabova v. Bulgaria</i>, n° 22385/03, 19 avril 2011	Article 19 and Open Society Justice Initiative	The applicant alleged that her conviction and punishment for writing a newspaper article had been in breach of her right to freedom of expression, that the proceedings leading to her conviction had not been fair and had been in breach of the presumption of innocence, and that the amounts which she was ordered to pay as a result had been excessive. Decision : Holds that there has been a violation of Article 10 of the Convention; 3. Holds that there is no need to examine separately the	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Ljiljana Mijović, Sverre Erik Jebens, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, Vincent A. de Gaetano, judges,

		complaints under Article 6 of the Convention 4. Holds that there is no need to examine separately the complaint under Article 1 of Protocol No. 1;	
<i>Mosley v. The United Kingdom</i> , n°48009/08, 10 mai 2011	Romanian Helsinki Committee §99-103 : 9. In their joint written submissions, the interveners referred to the importance of the right to freedom of expression. There would, in their view, be significant consequences were a pre-notification requirement to be introduced. It would delay publication of important news, which was itself a perishable commodity, in a wide range of public interest situations wherever the public figure could claim that his psychological integrity was at stake from publication of the truth. The interveners disputed that any balance was required between rights arising under Articles 8 and 10, arguing that there was a presumption in favour of Article 10 and that reputation was a subsidiary right which had to be narrowly interpreted.	The applicant alleged that the United Kingdom had violated its positive obligations under Article 8 of the Convention, taken alone and taken together with Article 13, to ensure his right to respect for his private life. Decision : no violation of art. 8	Lech Garlicki, President, Nicolas Bratza, Ljiljana Mijović, David Thór Björgvinsson, Päivi Hirvelä, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, judges,
<i>Mirosław Garlicki v. Poland</i> , n° 36921/07, 14 juin 2011	the Helsinki Foundation for Human Rights in Warsaw : 105. The Helsinki Foundation for Human Rights presented the main points of the Constitutional Court's judgment of 24 October 2007. It submitted that there was little doubt that Mr Z. Ziobro had been personally involved in the applicant's case and that he had been interested in obtaining a particular decision as confirmed by his comments made at the press conference. In the third-party's	The applicant alleged, in particular, that his detention on remand had not been imposed by an independent judicial officer and that his right to be presumed innocent had been violated. Decision : violation of Article 5 § 3 of the Convention	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Ljiljana Mijović, Sverre Erik Jebens, Päivi Hirvelä, Ledi Bianku, Zdravka Kalaydjieva, judges,

	opinion, this state of affairs had seriously undermined the independence of the assessor as her professional future depended on the Minister's decisions.		
<i>Mościcki v. Poland</i> , n° 52443/07, 14 juin 2011	the Helsinki Foundation for Human Rights in Warsaw	The applicant alleged that the lustration proceedings brought against him had been unfair. decision : violation of Article 6 § 1 of the Convention taken in conjunction with Article 6 § 3.	Nicolas Bratza, President, Lech Garlicki, Ljiljana Mijović, Sverre Erik Jebens, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, Vincent A. De Gaetano, judges,
<i>Al-Skeini et autres c. Royaume-Uni</i> [GC], n° 55721/07, 7 juillet 2011	Bar Human Rights Committee Human Rights Watch Interights §128-129 : « le droit international public imposerait d'interpréter la notion de « juridiction » à la lumière de l'objet et du but du traité l'énonçant. La Cour aurait à maintes reprises tenu compte de la particularité de la Convention en tant qu'instrument de protection des droits de l'homme. (...) Selon les intervenants, les organes de protection des droits de l'homme et les juridictions au niveau international comme au niveau régional s'accordent par ailleurs à reconnaître que, pour déterminer si les actes ou omissions d'agents d'un Etat en territoire étranger relèvent de sa juridiction, il faut rechercher s'il y exerce, par le biais de ses agents, un contrôle, une autorité ou un pouvoir sur les personnes concernées »	The applicants are the relatives of 6 Iraqi civilians killed in Basrah, Iraq, in 2003 during British security operations. On 20 March 2003, a coalition of armed forces led by the United States with a large force from the United Kingdom, commenced the invasion of Iraq. Basrah was captured by the British by 5 April 2003 and major combat operations in Iraq were declared complete on 1 May 2003. On 8 May 2003, the Coalition Provisional Authority (CPA) was created and divided into regional areas, with the Southern part of Iraq placed under UK responsibility and UK troops deployed in the area. The applicants' relatives were killed between 8 May 2003 and 10 November 2003. The first four were killed by British soldiers on patrol or during raids, the fifth apparently as the result of being beaten up and forced into the river by British soldiers who had arrested him, and the sixth, found to have had 93 identifiable injuries on his body, as a result of suffocation whilst in custody of the British Army. Sur la notion de « juridiction » au sens de l'article 1 ^{er} de la Convention. Soutenant qu'au moment où ils avaient	Jean-Paul Costa, président, Christos Rozakis, Nicolas Bratza, Françoise Tulkens, Josep Casadevall, Dean Spielmann, Giovanni Bonello, Elisabeth Steiner, Lech Garlicki, Ljiljana Mijović, Dávid Thór Björgvinsson, Isabelle Berro-Lefèvre, George Nicolaou, Luis López Guerra, Ledi Bianku, Ann Power, Mihai Poalelungi, juges, 2 opinions concordantes des juges Rozakis et Bonello.

		été tués leurs proches relevaient de la juridiction du Royaume-Uni, les requérants reprochaient aux autorités britanniques de n'avoir pas mené une enquête effective au sujet de ces décès, en quoi ils voyaient une violation de l'article 2 de la Convention. Décision - Dit qu'il y a eu manquement à l'obligation procédurale découlant de l'article 2 de la Convention de conduire une enquête adéquate et effective sur le décès des proches des premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième requérants et rejette l'exception préliminaire du Gouvernement concernant le statut de victime du cinquième requérant	
<i>Bayatyan c. Arménie</i>, [GC], n° 23459/03, 07 juillet 2011	Amnesty International Commission internationale des juristes §85-88 fournissent un tableau général du mouvement progressif de reconnaissance du droit à l'objection de conscience aux niveaux international et régional.	Sur l'objection de conscience dans le domaine militaire. Le requérant (témoin de Jéhovah) alléguait en particulier que sa condamnation pour avoir refusé de servir dans l'armée avait emporté violation de son droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Décision : dit par seize voix contre une, qu'il y a eu violation de l'article 9 de la Convention	Jean-Paul Costa, président, Christos Rozakis, Nicolas Bratza, Peer Lorenzen, Françoise Tulkens, Nina Vajić, Lech Garlicki, Alvina Gyulumyan, Dean Spielmann, Renate Jaeger, Sverre Erik Jebens, Päivi Hirvelä, Mirjana Lazarova Trajkovska, Ledi Bianku, Mihai Poalelungi, Nebojša Vučinić, Guido Raimondi, juges, opinion dissidente de la juge Gyulumyan : le droit à l'objection de conscience n'est

			pas consacré en tant que tel par la Convention.
<i>Finogenov et autres c. Russie</i> , n° 18299/03 et 27311/03, 20 décembre 2011	Interights et de la Commission internationale de juristes	Les requérants dans les deux affaires susmentionnées (...) sont des proches de victimes de la prise d'otages survenue au théâtre Dubrovka en octobre 2002 à Moscou et/ou figuraient parmi ces otages. Selon eux, les autorités auraient recouru à une force excessive, qui s'était soldée par le décès de leurs proches pris en otage par des terroristes au théâtre Dubrovka. Enfin, les auteurs de la seconde requête se plaignaient de difficultés qu'ils auraient rencontrées devant le juge civil lorsqu'ils ont cherché à obtenir réparation du préjudice dont ils se disent victimes. Holds that there has been no violation of Article 2 of the Convention on account of the decision by the authorities to resolve the hostage crisis by force and to use the gas; Holds that there has been a violation of Article 2 of the Convention on account of the inadequate planning and conduct of the rescue operation; Holds that there has been a violation of Article 2 of the Convention on account of the authorities' failure to conduct an effective investigation into the rescue operation;	Nina Vajić, présidente, Anatoly Kovler, Peer Lorenzen, Elisabeth Steiner, Khanlar Hajiyeu, Linos-Alexandre Sicilianos, Erik Møse, juges,
<i>Stanev c. Bulgarie</i> [GC], n° 36760/06, 17 janvier 2012	Interights : §112-114 + §139-142 Elle indique avoir mené une étude sur les pratiques de placement dans des foyers sociaux pour personnes atteintes de troubles mentaux dans des pays d'Europe centrale et orientale. Selon les conclusions de cette étude, dans la plupart des cas, le placement en question s'analyserait en une situation équivalant à une privation de liberté de facto.	Le requérant se plaignait de son placement dans un foyer pour personnes atteintes de troubles mentaux et de l'impossibilité d'obtenir l'autorisation de le quitter (article 5 §§ 1, 4 et 5 de la Convention). Invoquant l'article 3 de la Convention, pris isolément et combiné avec l'article 13, il se plaignait aussi des conditions de vie dans ce foyer. Il dénonçait également l'absence d'accès à un tribunal pour demander la cessation de la curatelle (article 6 de la Convention). Enfin, il alléguait que les restrictions découlant du régime de la curatelle, y	Nicolas Bratza, président, Jean-Paul Costa, Françoise Tulkens, Josep Casadevall, Nina Vajić, Dean Spielmann, Lech Garlicki, Khanlar Hajiyeu, Egbert Myjer, Isabelle Berro-Lefèvre, Luis López Guerra, Mirjana

	113. Les foyers sociaux seraient souvent situés dans des zones géographiques rurales ou montagneuses difficiles d'accès (...). En cas d'absence non autorisée, la police aurait le pouvoir de rechercher et de ramener les personnes concernées. Le même régime de vie restrictif s'appliquerait de la même façon à toutes les personnes, sans distinction tenant au statut juridique – capables, incapables ou partiellement incapables, ce que Interights juge déterminant. En effet, le caractère volontaire ou involontaire du placement ne serait aucunement pris en considération. 114. Pour ce qui est de l'analyse de l'aspect subjectif du placement, Interights estime que le consentement des personnes concernées appelle un examen attentif. En effet, il faudrait vérifier sérieusement la véritable volonté de ces personnes, nonobstant leur éventuelle incapacité déclarée sur le plan juridique. Selon Interights, c'est une réalité dans les pays d'Europe centrale et orientale que face au choix de vivre soit sans abri dans la précarité totale soit dans les conditions relativement sécurisées offertes par un foyer, les personnes incapables peuvent opter pour la deuxième solution, tout simplement à défaut de se voir proposer par l'Etat des services alternatifs relevant de l'assistance sociale. Ce ne serait pas pour autant que l'on pourrait dire que ces personnes consentent librement à la mesure	compris le placement en foyer, emportaient violation de son droit au respect de sa vie privée au sens de l'article 8, seul et combiné avec l'article 13 de la Convention. Dit, à l'unanimité, qu'il y a eu violation de l'article 5 § 1 de la Convention ; de l'article 5 § 4 ; de l'article 5 § 5 ; de l'article 3 de la Convention, seul et combiné avec l'article 13 ; de l'article 6 § 1 de la Convention ; Dit, par treize voix contre quatre, qu'il n'est pas nécessaire d'examiner s'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention, seul et combiné avec l'article 13 ;	Lazarova Trajkovska, Zdravka Kalaydjieva, Ganna Yudkivska, Vincent A. De Gaetano, Angelika Nußberger, Julia Laffranque, juges, opinion partiellement dissidente commune des juges Tulkens, Spielmann et Laffranque ; opinion partiellement dissidente de la juge Kalaydjieva.
--	---	---	--

	de placement.		
<i>Othman (Abu Qatada) c. Royaume-Uni</i> , n° 8139/09, 17 janvier 2012	Amnesty International, Human Rights Watch and JUSTICE §175-181 +§213	The applicant alleged, in particular, that he would be at real risk of ill-treatment contrary to Article 3 of the Convention, and a flagrant denial of justice, contrary to Article 6 of the Convention, if he were deported to Jordan. Decision : Holds that the applicant's deportation to Jordan would not be in violation of Article 3 of the Convention; 3. Holds that there has been no violation of Article 3 taken in conjunction with Article 13 of the Convention; 4. Holds that the applicant's deportation to Jordan would not be in violation of Article 5 of the Convention; 5. Holds that the applicant's deportation to Jordan would be in violation of Article 6 of the Convention on account of the real risk of the admission at the applicant's retrial of evidence obtained by torture of third persons.	Lech Garlicki, President, Nicolas Bratza, Ljiljana Mijović, David Thór Björgvinsson, Ledi Bianku, Mihai Poalelungi, Vincent A. De Gaetano, judges,
<i>Vejdeland and others v. Sweden</i> , n°1813/07, 9 février 2012	the International Centre for the Legal Protection of Human Rights (Interights) and the International Commission of Jurists §41-46 "46. When a particular group is singled out for victimisation and discrimination, hate-speech laws should protect those characteristics that are essential to a person's identity and that are used as evidence of belonging to a particular group. Restrictions on freedom of expression must therefore be permissible in instances where the aim of the speech is to degrade, insult or incite hatred against persons or a class of person on account of their sexual	Convictions for circulating homophobic leaflets at school: no violation. In July 2006 the applicants were convicted by the Supreme Court of agitation against a national or ethnic group after leaving homophobic leaflets in pupils' lockers at an upper secondary school. The first three applicants were given suspended sentences combined with fines ranging from approximately EUR 200 to 2,000 and the fourth applicant was sentenced to probation. Conclusion: no violation (unanimously).	Dean Spielmann, President, Elisabet Fura, Karel Jungwiert, Boštjan M. Zupančič, Mark Villiger, Ganna Yudkivska, Angelika Nußberger, judges, concurring opinion of Judge Spielmann joined by Judge Nußberger concurring opinion of Judge Zupančič; concurring opinion of judge Yudkivska joined by Judge Villiger.

	orientation, so long as such restrictions are in accordance with the Court's well-established principles."		
<i>Hirsi Jamaa et autres c. Italie</i> [GC], n° 27765/09, 23 février 2012	Human Rights Watch AIRE Centre Amnesty International Human Rights Watch a dénoncé la situation en Libye à plusieurs reprises, notamment par le biais de rapports publiés en 2006 et 2009. Cette organisation affirme que, en l'absence de tout système national d'asile en Libye, les migrants irréguliers sont systématiquement arrêtés et font souvent l'objet de tortures et de violences physiques, y compris le viol. Au mépris des directives des Nations unies en matière de détention, les clandestins seraient détenus sans limitation de temps et sans aucun contrôle judiciaire. En outre, les conditions de détention seraient inhumaines. Les migrants seraient torturés et aucune assistance médicale ne serait assurée dans les différents camps du pays. Ils seraient susceptibles d'être à tout moment refoulés vers leur pays d'origine ou abandonnés dans le désert, où une mort certaine les attendrait. (§102) 103. AIRE Centre, Amnesty International et la Fédération internationale des ligues des droits de	Sur les garanties offertes aux demandeurs d'asile : onze ressortissants somaliens et treize ressortissants érythréens alléguaient en particulier que leur transfert vers la Libye par les autorités italiennes avait violé les articles 3 de la Convention et 4 du Protocole no 4, et ils dénonçaient l'absence d'un recours conforme à l'article 13 de la Convention, qui leur eût permis de faire examiner les griefs précités. Décision : à l'unanimité violation art. 3, art. 4 protocole n°4, de l'article 13 combiné avec l'article 3 de la Convention et de l'article 13 combiné avec l'article 4 du Protocole no 4.	Nicolas Bratza, président, Jean-Paul Costa, Françoise Tulkens, Josep Casadevall, Nina Vajić, Dean Spielmann, Peer Lorenzen, Ljiljana Mijović, Dragoljub Popović, Giorgio Malinverni, Mirjana Lazarova Trajkovska, Nona Tsotsoria, Işıl Karakaş, Kristina Pardalos, Guido Raimondi, Vincent A. De Gaetano, Paulo Pinto de Albuquerque, juges Opinion concordante du juge Pinto de Albuquerque

	l'homme (FIDH) observent que, depuis des années, des rapports de sources fiables démontrent de manière constante que la situation en matière de droits de l'homme en Libye est désastreuse, notamment pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants, et tout particulièrement pour les personnes en provenance de certaines régions d'Afrique, tels que les Erythréens et les Somaliens. Les trois parties intervenantes estiment qu'il existe une « obligation d'investigation » lorsqu'il existe des informations crédibles émanant de sources fiables selon lesquelles les conditions de détention ou de vie dans l'Etat de réception ne sont pas compatibles avec l'article 3 de la Convention. + §164-165		
<i>Aksu c. Turquie</i> [GC], n° 4149/04 et 41029/04, 15 mars 2012	Greek Helsinki Monitor 48. Pour le Greek Helsinki Monitor, tout membre d'un groupe ethnique visé par des propos exprimant une discrimination générale fondée sur la race a la qualité de victime, étant donné que de telles expressions génèrent des préjugés contre chacun des membres de ce groupe. Le Greek Helsinki Monitor considère en outre que la protection offerte par la Cour ne peut être moindre que celle ménagée par le système interne : l'acceptation de la qualité de victime au niveau interne devrait entraîner une reconnaissance de cette qualité par la Cour.	Sur la qualité de victime des membres d'un groupe ethnique visé par des propos exprimant une discrimination générale fondée sur la race. Le requérant alléguait que trois publications – un livre et deux dictionnaires – financées par l'Etat contenaient des observations et expressions hostiles aux Roms. Il invoquait l'article 14 combiné avec l'article 8 de la Convention Décision : 16 voix contre 1 : pas de violation de l'article 8	Nicolas Bratza, président, Jean-Paul Costa, Josep Casadevall, Nina Vajić, Dean Spielmann, Karel Jungwiert, Anatoly Kovler, Elisabet Fura, Alvina Gyulumyan, Mark Villiger, Päivi Hirvelä, Luis López Guerra, Mirjana Lazarova Trajkovska, Nebojša Vučinić, Işıl Karakaş,

			Vincent A. De Gaetano, Angelika Nußberger, juges, opinion séparée de la juge Gyulumyan
<i>Gas et Dubois c. France</i> , n° 25951/07, 15 mars 2012	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, la Commission internationales des juristes , l'European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, la British Association for Adoption and Fostering et le Network of European LGBT Families Associations §53-57	Les requérantes alléguaient en particulier qu'elles avaient fait l'objet d'une discrimination par rapport aux couples hétérosexuels car il n'existe pas en France de possibilité juridique permettant aux couples homosexuels d'avoir accès à l'adoption par le second parent. Invoquant l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 8, les requérantes alléguaient avoir subi un traitement discriminatoire fondé sur leur orientation sexuelle et portant atteinte à leur droit au respect de la vie privée et familiale. Decision : Dit, par six voix contre une, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 8	Dean Spielmann, président, Jean-Paul Costa, Karel Jungwiert, Boštjan M. Zupančič, Mark Villiger, Isabelle Berro-Lefèvre, Ganna Yudkivska, juges, opinion concordante du juge Costa à laquelle se rallie le juge Spielmann ; opinion concordante du juge Spielmann à laquelle se rallie la juge Berro-Lefèvre ; opinion dissidente du juge Villiger.
<i>Babar Ahmad and others v. the United Kingdom</i> , n° 24027/07, 11949/08, 36742/08..., 10 avril 2012	the American Civil Liberties Union (ACLU), the National Litigation Project at Yale Law School, Interights and Reprieve §197-199	The applicants, who are the subject of extradition requests made by the United States of America, alleged in particular that, if extradited and convicted in the United States, they would be at real risk of ill-treatment either as a result of conditions of detention at ADX Florence (which would be made worse by the imposition of "special administrative measures") or by the length of their possible sentences. No violation art. 3	Lech Garlicki, President, David Thór Björgvinsson, Nicolas Bratza, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, judges,

<i>Piechowicz v. Poland</i>, n° 20071/07, 17 avril 2012	the Helsinki Foundation for Human Rights § 154-157 : “In conclusion, the third party submitted that the cumulative effect of restrictions imposed on “dangerous detainees” taken together with the common practice of continuing the regime without sufficient grounds amounted to a breach of Article 3 of the Convention.”	The applicant alleged, in particular, a violation of Article 3 of the Convention on account of the imposition of the so-called “dangerous detainee” regime on him and inadequate conditions of his detention. He further submitted that the length of his pre-trial detention was excessive, in breach of Article 5 § 3. Invoking Article 5 § 4, the applicant complained that in the proceedings concerning the lawfulness of his detention during the investigation the principle of equality of arms had not been respected. The applicant also alleged a breach of Article 8 in that during his detention his contact with his family had been severely restricted and his correspondence had been routinely censored. Decision : violation of Article 3 of the Convention; violation of Article 5 § 3 of the Convention; violation of Article 5 § 4 of the Convention; violation of Article 8 of the Convention on account of the restrictions on the applicant’s contact with his family during his detention; violation of Article 8 of the Convention on account of the censorship of the applicant’s correspondence;	David Thór Björgvinsson, President, Lech Garlicki, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, Vincent A. De Gaetano, judges,
<i>Centro Europa 7 S.r.l. et Di Stefano c. Italie</i> [GC], n° 38433/09, 7 juin 2012	Open Society Justice Initiative : §126-128 : « rappelle que de nombreux pays européens ont adopté des systèmes juridiques qui interdisent spécifiquement et/ou restreignent la possibilité pour des hommes ou femmes politiques et des partis politiques importants de contrôler les organes de radiodiffusion et leur programmation. 128. Selon l’association intervenante, les circonstances de la présente affaire	Sur le pluralisme des médias - Impossibilité d’émission d’une société de télévision titulaire d’une concession en l’absence d’attribution de radiofréquences - Dit, par seize voix contre une, qu’il y a eu violation de l’article 10 de la Convention ;	Françoise Tulkens, présidente, Jean-Paul Costa, Josep Casadevall, Nina Vajić, Dean Spielmann, Corneliu Bîrsan, Elisabeth Steiner, Elisabet Fura, Ljiljana Mijović, David Thór Björgvinsson, Dragoljub Popović, András Sajó, Nona Tsotsoria, Işıl Karakaş, Kristina Pardalos, Guido Raimondi, Linos-Alexandre Sicilianos, juges,

	s'inscrivent dans le contexte du très grand et très ancien malaise qui règne dans le secteur de la radiodiffusion et de l'information en Italie. Open Society Justice Initiative estime que, dans l'hypothèse où elle constaterait une violation de l'article 10, la Cour devrait envisager d'ordonner à l'Etat italien de mettre en œuvre des mesures de nature générale et systémique pour garantir le pluralisme de son système de radiodiffusion. »		Opinion dissidentes non sur le fond, mais sur la satisfaction équitable.
<i>Genderdoc-M v. Moldova</i> , n° 9106/06, 12 juin 2012	the International commission of Jurists §46-47	The applicant, Genderdoc-M, is a non-governmental organisation based in Moldova whose object is to provide information and to assist the LGBT community. The applicant association complained of a violation of its right to peaceful assembly Decision : Holds unanimously that there has been a violation of Article 11 of the Convention; Holds unanimously that there has been a violation of Article 13 in conjunction with Article 11 of the Convention; Holds by five votes to two that there has been a violation of Article 14 in conjunction with Article 11 of the Convention; Holds unanimously that there is no need to examine separately Article 6 § 1 and Article 10 of the Convention;	Josep Casadevall, President, Alvina Gyulumyan, Egbert Myjer, Ján Šikuta, Ineta Ziemeles, Luis López Guerra, Kristina Pardalos, judges, concurring opinion of judge Myjer joint dissenting opinion of judges Gyulumyan and Ziemeles
<i>Kurić et autres c. Slovénie</i> [GC], n° 26828/06, 26 juin 2012	Open Society Justice Initiative : §331-335 : L'organisation Open Society Justice Initiative déclare qu'un processus par lequel des personnes se trouvent exposées au risque de se voir arbitrairement priver de	L'affaire concernait des ressortissants de l'ex-Yougoslavie, qui, faute d'avoir demandé dans les délais ou faute d'avoir obtenu la nationalité slovène, au lendemain de l'indépendance, avaient été effacés des registres et avaient été privés, en conséquence, du droit	Dean Spielmann, président, Jean-Paul Costa, Nicolas Bratza, Françoise Tulkens, Guido Raimondi, Nina Vajić, Mark Villiger, Isabelle Berro-

	leur nationalité et de devenir apatrides a un impact tel sur les victimes qu'il porte atteinte au droit protégé par l'article 8 de la Convention (...)	de conserver leur logement, du droit de travailler ou, encore du droit de circuler. La Cour constate qu'il y a bien eu violation du droit à la vie privée et à la vie familiale, article 8 de la Convention et réitère que les règles du droit de la nationalité doivent être mises en œuvre dans le respect des droits et libertés garantis par la CESDH et, tout particulièrement, du droit au respect de la vie privée et familiale, garanti par l'article 8.	Lefèvre, Boštjan M. Zupančič, Elisabeth Steiner, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Luis López Guerra, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, Ganna Yudkivska, Angelika Nußberger, juges, Opinion en partie concordante et en partie dissidente du juge Vučinić : la Cour aurait du dire clairement qu'existence de la personnalité juridique découle directement de l'article 8 CESDH.
<i>D. J. v. Croatia</i> , n° 42418/10, 24 juillet 2012	Interights : 81. Interights argued that because of the particular susceptibility of victims of rape to being re-traumatised through interaction with the criminal justice system, a distinct approach should be taken to the interpretation of the State's positive obligations in the context of crimes of sexual violence. They defined secondary victimisation as victimisation that occurred not as a direct result of the criminal act but through the response of institutions and individuals to the victim. It might occur at any stage of a victim's involvement with the criminal justice system. 82. They argued that States have a duty to prevent secondary victimisation by putting in place specific measures such as specialised training of law-enforcement personnel, adopting specialist techniques	The applicant complained that the investigation into her allegations of rape had not been thorough, effective and independent and that she had no effective remedy in that respect. She relied on Articles 3, 8 and 13 of the Convention + art. 14 Decision: Holds that there has been a violation of Articles 3 and 8 of the Convention in relation to the lack of an effective investigation. Holds that there is no need to examine the complaints under Articles 13 and 14 of the Convention	Anatoly Kovler, President, Nina Vajić, Peer Lorenzen, Elisabeth Steiner, Khanlar Hajiyev, Linos-Alexandre Sicilianos, Erik Mørse, judges,

	for protection against the traumatising effects of police and court questioning and examination, restrictions on the admissibility of certain evidence, and providing multidisciplinary professional assistance for victims, as well as establishing special victim support centres.		
<i>Iacov Stanciu v. Romania</i> , n° 35972/05, 24 juillet 2012	Association for the Defence of Human Rights in Romania – the Helsinki Committee (APADOR-CH) §145-175 + 193	The applicant, a Romanian national, alleged that the conditions of his detention in the various prisons he was detained in amounted to a violation of Article 3 of the Convention. Decision : Holds that there has been a violation of Article 3 of the Convention on account of the material conditions of the applicant's detention and the inappropriate treatment of his health problems	Josep Casadevall, President, Alvina Gyulumyan, Egbert Myjer, Ineta Ziemele, Luis López Guerra, Nona Tsotsoria, Kristina Pardalos, judges,
<i>B.S. v. Spain</i> , n° 47159/08, 24 juillet 2012	the European Social Research Unit (ESRH) at the Research Group on Exclusion and Social Control (GRECS) at the University of Barcelona and from the AIRE Centre → : 57. The AIRE Centre , for their part, invited the Court to recognise the phenomenon of intersectional discrimination, which required a multiple-grounds approach that did not examine each factor separately. It gave an overview of the innovations in this area in the European Union and in various States such as the United Kingdom, the United States and Canada.	Ineffective investigation into possible racist motivation for ill-treatment allegedly suffered by Nigerian prostitute: Decision : violation of Article 3 under its procedural limb ; violation of Article 14 taken in conjunction with Article 3 of the Convention;	Josep Casadevall, President, Corneliu Bîrsan, Alvina Gyulumyan, Egbert Myjer, Ineta Ziemele, Luis López Guerra, Nona Tsotsoria, judges,
<i>C.N. et V. c. France</i> , n° 67724/09, 11	AIRE Centre : §67 : Le « AIRE Centre », organisation non gouvernementale qui a	Les requérantes allèguent en particulier qu'elles ont été maintenues en état de servitude et assujetties à un travail	Dean Spielmann, président, Mark Villiger,

octobre 2012	pour objet de promouvoir le droit européen des droits de l'homme et d'assister les personnes les plus vulnérables dans la défense de leurs droits, soutient que la notion de « contrôle » de l'individu est un élément crucial et commun à toutes les formes d'exploitation de la personne visées à l'article 4 de la Convention. Il insiste sur les aspects psychologiques de ce « contrôle » dans la mesure où celui-ci s'exerce en relation avec l'état de vulnérabilité de la victime. Il relève que la notion de « contrôle » n'est pas définie dans la Convention et appelle la Cour à en préciser le sens et le degré exigé par l'article 4, à la lumière des instruments internationaux pertinents. Le « AIRE Centre » demande également à la Cour de donner des indications plus précises, à l'attention des Etats, des organisations non gouvernementales et surtout des victimes, quant à ce que les notions de l'article 4 englobent précisément. + §103	forcé ou obligatoire au domicile des époux M. et que la France a failli à ses obligations positives résultant de l'article 4 de la Convention. Décision : violation de l'article 4 de la Convention à l'égard de la première requérante au titre de l'obligation positive de l'Etat de mettre en place un cadre législatif et administratif permettant de lutter efficacement contre la servitude et le travail forcé ; pas eu violation de l'article 4 de la Convention à l'égard de la première requérante au titre de l'obligation procédurale de l'Etat de mener une enquête effective sur les cas de servitude et de travail forcé ; pas eu violation de l'article 4 de la Convention à l'égard de la seconde requérante ;	Karel Jungwiert, Boštjan M. Zupančič, Ann Power-Forde, Angelika Nußberger, André Potocki, juges,
<i>Al-Tayyar Abdelhakim v. Hungary</i> , n° 13058/11, 23 octobre 2012	the AIRE Centre : §36 and UNHCR	The applicant alleged, in particular, that his detention had not been lawful or justified, in breach of Article 5 § 1 of the Convention. decision : Holds by six votes to one that there has been a violation of Article 5 § 1 of the Convention	Ineta Ziemele, President, Danutė Jočienė, Isabelle Berro-Lefèvre, András Sajó, İşıl Karakaş, Paulo Pinto de Albuquerque, Helen Keller, judges,
<i>Hendrin Ali Said and Aras Ali Said v. Hungary</i> , n° 13457/11,	the AIRE Centre §35 and UNHCR §36	Two Iraqi nationals alleged, in particular, that their detention had not been lawful or justified, in breach of Article 5 § 1 of the Convention.	Ineta Ziemele, President, Danutė Jočienė, Isabelle Berro-Lefèvre,

23 octobre 2012		Decision : six votes to one that there has been a violation of Article 5 § 1 of the Convention	András Sajó, İşıl Karakaş, Paulo Pinto de Albuquerque, Helen Keller, judges,
<i>P. and S. v. Poland</i> , n° 57375/08, 30 octobre 2012	The Polish Helsinki Foundation for Human Rights §56-59 - pro abortion Amnesty International §71-77	The applicants, 2 Polish nationals, alleged, in particular, that the circumstances of their case had given rise to violations of Articles 8, 3 and 5 of the Convention. Case about abortion in Poland + rape. Decision : violation of Article 8 of the Convention as regards the determination of access to lawful abortion in respect of both applicants, and dismisses in consequence the Government's preliminary objections; violation of Article 8 of the Convention as regards the disclosure of the applicants' personal data; violation of Article 5 § 1 of the Convention in respect of the first applicant; violation of Article 3 of the Convention in respect of the first applicant;	David Thór Björgvinsson, President, Lech Garlicki, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, Vincent A. De Gaetano, judges, partly dissenting opinion of judge de Gaetano
<i>C.N. v. The United Kingdom</i> , n° 4239/08, 13 novembre 2012	61. The AIRE Centre invited the Court to expand upon the notion of positive obligations which it had developed in its case-law on Article 4. It stressed that victims of human trafficking were particularly unlikely to be identified by the authorities as victims of crime and that States must therefore take a pro-active approach. An effective deterrent must mean an approach to human trafficking and any other conduct contrary to Article 4 that recognised the subtle ways in which individuals might fall under the control of another. It also required a considered	Ineffective investigation into complaints of domestic servitude owing to absence of specific legislation criminalising such treatment Décision : violation of Article 4 of the Convention;	Lech Garlicki, President, Nicolas Bratza, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Ledi Bianku, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, judges,

	response to allegations of such treatment in all cases.		
<i>Z c. Pologne</i> , n° 46132/08, 13 novembre 2012	the International Reproductive and Sexual Health Law Programme, University of Toronto, Canada; Amnesty International (§91) and Global Doctors for Choice	The applicant complained that her daughter had died as a result of medical negligence and that her rights under Articles 2, 8 and 14 of the Convention had been breached. Decision : no violation of Article 2 of the Convention in its procedural limb	Päivi Hirvelä, President, Lech Garlicki, George Nicolaou, Ledi Bianku, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, Vincent A. De Gaetano, judges,
<i>El-Masri c. l'ex-république Yougoslave de Macédoine</i> , n° 39630/09, 13 décembre 2012	Cf. tableau action directe	Cf. tableau action directe	Cf. tableau action directe
<i>Ahmet Yldirim c. Turquie</i> , n° 3111/10, 18 déc. 2012	Open Society Justice Initiative : §43 à 45 : « Elle souligne que, alors que le but de la mesure prise dans cette affaire était de bloquer un seul site web diffusant un contenu portant atteinte à la réputation d'Atatürk, c'est l'accès à la totalité de Google Sites, qui hébergeait le site litigieux, qui a été bloqué. Une telle mesure, bloquant l'accès à une telle quantité d'informations pour une durée indéterminée, serait assimilable à une restriction préalable dès lors qu'elle empêche les internautes d'accéder au contenu bloqué pendant une durée indéterminée. Or pareilles restrictions présenteraient de si grands dangers qu'elles appelleraient de la part de la Cour l'examen	La mesure de blocage de l'accès à son site Internet prononcée par les autorités nationales constitue une atteinte injustifiée à ses droits garantis par les articles 6, 7, 10, 13 de la Convention et par l'article 2 du Protocole no 1. Décision : Dit qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention ; mais pas à examiner bien fondé et griefs des articles 6, 7 et 13 de la Convention et de l'article 2 protocole n°1.	Guido Raimondi, président, Danutė Jočienė, Dragoljub Popović, András Sajó, İşıl Karakaş, Paulo Pinto de Albuquerque, Helen Keller, juges, Opinion concordante de Pinto de Albuquerque

	le plus attentif. (...)Par ailleurs, le système turc ne présenterait pas de garanties adéquates contre l'arbitraire. »		
<i>Eweida et autres c. Royaume-Uni</i> , n° 48420/10, 36516/10 51671/10..., 15 janvier 2013	Equality and Human Rights Commission ; The National Secular Society ; M. Jan Camogursky et The Alliance Defense Fund ; Michael Nazir-Ali, ancien évêque de Rochester ; The Premier Christian Media Trust ; les évêques de Chester et de Blackburn ; Associazione Giuseppe Dossetti : i Valori ; Observatory on Intolerance and Discrimination against Christians in Europe ; Liberty ; The Clapham Institute and KLM ; European Centre for Law and Justice ; Lord Carey of Clifton ; et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme. §78 : International Commission of Jurists, M. le professeur Robert Wintemute, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et ILGA-Europe ont produit devant la Cour des éléments de droit comparé indiquant que, lorsqu'elles existent, les exceptions légales aux règles en matière de discrimination bénéficient généralement aux institutions et organisations religieuses plutôt qu'aux particuliers	Les requérants soutenaient en particulier que le droit national n'avait pas adéquatement protégé leur droit de manifester leur religion. Mmes Eweida et Chaplin se plaignaient en particulier de restrictions par leurs employeurs au port visible d'une croix à leur cou, et Mme Ladele et M. McFarlane de sanctions prises contre eux par leurs employeurs parce qu'ils étaient réticents à accomplir des tâches cautionnant selon eux les unions homosexuelles. Mme Eweida, Mme Chaplin et M. McFarlane invoquaient l'article 9 de la Convention, isolément et combiné avec l'article 14, tandis que Mme Ladele invoquait le seul article 14, combiné avec l'article 9. Décision : Dit, par cinq voix contre deux, qu'il y a eu violation de l'article 9 de la Convention à l'égard de la première requérante et qu'il n'y a pas lieu d'examiner séparément le grief soulevé par elle sur le terrain de l'article 14 combiné avec l'article 9 ; Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 9 de la Convention, pris isolément ou combiné avec l'article 14, à l'égard de la deuxième requérante ; Dit, par cinq voix contre deux, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 14 de la Convention, combiné avec l'article 9, à l'égard de la troisième requérante ; Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 9 de la Convention, pris isolément ou combiné avec l'article 14, à l'égard du quatrième requérant ;	David Thór Björgvinsson, président, Nicolas Bratza, Lech Garlicki, Päivi Hirvelä, Zdravka Kalaydjieva, Nebojša Vučinić, Vincent A. De Gaetano, juges, opinion en partie dissidente commune aux juges Bratza et David Thór Björgvinsson ; opinion en partie dissidente commune aux juges Vučinić et De Gaetano.
<i>D.G. v. Poland</i> , n° 45705/07, 12 février	The Helsinki Foundation for Human Rights (Warsaw, Poland), the European	The applicant alleged, in particular, that the conditions of his detention had been incompatible with his disability	Ineta Ziemele, President, David Thór Björgvinsson, Päivi

2013	Disability Forum (Brussels, Belgium) and the International Disability Alliance (Geneva, Switzerland)	(paraplegia). decision : violation of Article 3 of the Convention in respect of the material conditions of the applicant's detention in view of his special needs	Hirvelä, George Nicolaou, Zdravka Kalaydjieva, Vincent A. De Gaetano, Krzysztof Wojtyczek, judges,
<i>X et autres c. Autriche</i> [GC], n° 19010/07, 19 février 2013	Commission internationale des juristes Branche européenne International LGBTI Association Amnesty International (...) - §87-89 : « Amnesty International considère que toute différence de traitement fondée sur l'orientation sexuelle doit être justifiée par des raisons particulièrement solides et convaincantes. Elle renvoie à cet égard à un arrêt récent de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (Atala Riffo et filles, précité), qui indique que « l'orientation sexuelle fait partie de l'intimité d'une personne et n'a pas à entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de déterminer si une personne a les qualités requises pour être parent ». »	Sur la possibilité d'adoption par un couple homosexuel : Dans leur requête, les requérants se disaient victimes d'une discrimination par rapport aux couples hétérosexuels, l'adoption coparentale par un couple homosexuel étant juridiquement impossible en droit autrichien. Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 8 pour autant que l'on compare la situation des requérants avec celle d'un couple marié dont l'un des membres aurait souhaité adopter l'enfant de l'autre ; Dit, par dix voix contre sept, qu'il y a eu violation de l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 8 pour autant que l'on compare la situation des requérants avec celle d'un couple hétérosexuel non marié dont l'un des membres aurait souhaité adopter l'enfant de l'autre ;	Dean Spielmann, président, Josep Casadevall, Guido Raimondi, Ineta Ziemele, Nina Vajić, Lech Garlicki, Peer Lorenzen, Anatoly Kovler, Elisabeth Steiner, Khanlar Hajiyeu, Egbert Myjer, Danutė Jočienė, Ján Šikuta, Vincent A. De Gaetano, Linos-Alexandre Sicilianos, Erik Mørse, André Potocki, juges, opinion concordante du juge Spielmann opinion partiellement dissidente commune aux juges Casadevall, Ziemele, Kovler, Jočienė, Šikuta, De Gaetano et Sicilianos.
<i>Zarzycki v. Poland</i> , n° 15351/03, 12 mars 2013	Helsinki Foundation for Human Rights (Warsaw, Poland) : 98. The written comments submitted on 31 January 2008 by the Helsinki Foundation for Human Rights (Helsinkińska Fundacja Praw Człowieka) ("the Foundation") contain an	The applicant alleged, in particular, that in view of his physical disability and his special needs, his protracted detention in the conditions of Szczytno and Olsztyn Remand Centres was in breach of Article 3 of the Convention.	Ineta Ziemele, President, David Thór Björgvinsson, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Zdravka Kalaydjieva, Vincent A. De Gaetano,

	extensive overview of the domestic law and practice concerning the detention of persons with disabilities and a comparative study of relevant regulations and practices in the United Kingdom and the United States.	Decision : Holds by five votes to two that there has been no violation of Article 3 of the Convention.	Krzysztof Wojtyczek, judges, Joint dissenting opinion of judges Ziemele and Kalaydjieva
<i>Suso Musa v. Malta</i> , n° 42337/12, 23 juillet 2013	the International commission of Jurists §48-49, §81-88	The applicant alleged that his detention had not been in accordance with Article 5 § 1 of the Convention and that he had not had an effective means of challenging its lawfulness as provided for by Article 5 § 4 of the Convention. Decision : violation of Article 5 § 4 of the Convention; violation of Article 5 § 1 of the Convention;	Ineta Ziemele, President, David Thór Björgvinsson, George Nicolaou, Ledi Bianku, Zdravka Kalaydjieva, Vincent A. De Gaetano, Paul Mahoney, judges,
<i>Janowiec et autres. c. Russie</i> [GC], n° 55508/07 et 29520/09, 21 octobre 2013	Amnesty International, Open Society Justice Initiative. OSJI : § 123 -124 : soutient que la Convention et le droit international coutumier imposent aux États de conduire des enquêtes sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité pour autant que cela soit concrètement réalisable (...) Le tiers intervenant soutient par ailleurs que le droit à la vérité, dans sa dimension individuelle, implique l'accès aux résultats des enquêtes, ainsi qu'aux dossiers archivés et aux dossiers des enquêtes en cours. AI : §125 Amnesty International soutient que l'obligation d'enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité s'applique aussi aux crimes commis antérieurement à la rédaction et à l'entrée en vigueur de la Convention.	Sur la portée de l'obligation d'enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Dit, par treize voix contre quatre, que la Cour n'a pas compétence pour connaître du grief tiré de l'article 2 de la Convention ; pas de violation art. 3 ; à unanimité : l'État défendeur a manqué à ses obligations découlant de l'article 38 de la Convention ; Rejette, par douze voix contre cinq, la demande de satisfaction équitable présentée par les requérants.	Josep Casadevall, président, Guido Raimondi, Ineta Ziemele, Isabelle Berro-Lefèvre, Corneliu Bîrsan, Peer Lorenzen, Alvina Gyulumyan, Khanlar Hajiyevev, Dragoljub Popović, Luis López Guerra, Kristina Pardalos, Vincent A. De Gaetano, Julia Laffranque, Helen Keller, Helena Jäderblom, Krzysztof Wojtyczek, Dmitry Dedov, juges, Opinion concordante de la juge Gyulumyan ; – opinion concordante du juge Dedov ; – opinion en partie concordante et en partie dissidente du juge

			Wojtyczek : selon lui la Russie a violé l'art. 3 – opinion en partie dissidente des juges Ziemele, De Gaetano, Laffranque et Keller : pour eux violation art. 2 et 3
<i>Del Río Prada c. Espagne</i> [GC], n° 42750/09, 21 octobre 2013	Commission internationale de juristes §75-76 : La Commission internationale de juristes rappelle que le principe de légalité des délits et des peines consacré par l'article 7 de la Convention ainsi que par d'autres instruments internationaux est un élément essentiel de la prééminence du droit	sur l'interprétation du principe de légalité des délits et des peines : Dans sa requête, la requérante alléguait en particulier que, depuis le 3 juillet 2008, elle était maintenue en détention au mépris des exigences de « régularité » et de respect des « voies légales » posées par l'article 5 § 1 de la Convention. Invoquant l'article 7, elle se plaignait en outre de l'application à ses yeux rétroactive d'un revirement de jurisprudence opéré par le Tribunal suprême après sa condamnation, revirement qui aurait entraîné une prolongation de près de neuf ans de son incarcération. Decision : Dit, par quinze voix contre deux, qu'il y a eu violation de l'article 7 de la Convention ; Dit, à l'unanimité, que, depuis le 3 juillet 2008, la requérante fait l'objet d'une détention non « régulière » en violation de l'article 5 § 1 de la Convention ; Dit, par seize voix contre une, qu'il incombe à l'État défendeur d'assurer la remise en liberté de la requérante dans les plus brefs délais ;	Dean Spielmann, président, Guido Raimondi, Ineta Ziemele, Mark Villiger, Isabelle Berro-Lefèvre, Elisabeth Steiner, George Nicolaou, Luis López Guerra, Ledi Bianku, Ann Power-Forde, Işıl Karakaş, Paul Lemmens, Paul Mahoney, Aleš Pejchal, Johannes Silvis, Valeriu Griţco, Faris Vehabović, juges, – opinion concordante du juge Nicolaou ; – opinion partiellement dissidente commune aux juges Villiger, Steiner, Power-Forde, Lemmens et Griţco ; – opinion partiellement dissidente commune aux juges Mahoney et Vehabović ; – opinion partiellement dissidente du juge Mahoney.
<i>Pauliukienė and Pauliukas v. Lithuania</i>, n° 18310/06, 5 novembre 2013	the Open Society Justice Initiative and the Romanian Helsinki Committee firstly submitted that to the extent the Court recognised that a right to reputation resided	By way of context, this case involves the dismissal by the Lithuanian courts of the applicants' (husband and wife) civil libel and rectification claims against the Vilnius-based Respublika newspaper in connection with	Guido Raimondi, President, Danutė Jočienė, Dragoljub Popović, András Sajó,

	in Article 8 of the Convention, it should define and circumscribe that right carefully.(...) The threshold for Article 8 protection had to be clear and convincing evidence that defamatory allegations were a) factual in nature; b) primarily intended to insult the applicant (rather than to honestly contribute to public debate); and c) “of such a seriously offensive nature” that the publication had “an inevitable direct effect on the applicant’s private life”. In judging whether the criteria have been met the Court should take into account the extent to which the applicant had entered the public arena and should therefore demonstrate a higher degree of tolerance to criticism. (...) Finally, the interveners considered that in cases involving Article 8 based challenges to expressions on matters of clear public interest, the findings of national courts in favour of free expression should be “set aside” only if they can be shown to be clearly arbitrary or summarily dismissive of the privacy/reputation interests at stake. (§42-43)	an article alleging building violations by the couple. Mr. Pauliukas was the head of a municipal agency. He claims that the dismissal of his libel action against a publication that insulted his dignity, damaged his reputation and violated his right to private life was in violation of Article 8 of the Convention. The newspaper article at issue discussed the applicants’ disputes with their neighbours over the boundaries of adjacent properties and alleged other building violations by the couple. The domestic courts generally considered the allegations to be of a factual nature, and examined the evidence provided by the parties about the veracity, or falsity, of the alleged facts. No violation art. 8	Işıl Karakaş, Paulo Pinto de Albuquerque, Helen Keller, judges,
<i>Vallianatos et autres c. Grèce</i> [GC], n°29381/09 et 32684/09, 7 novembre 2013	Commission internationale des juristes branche européenne de l’International Lesbian, Gay, Trans et Intersex Association Fédération internationale des ligues des droits de l’homme le Centre de Conseil sur les droits de l’individu en Europe (AIRE Centre) §69	Les requérants alléguaient en particulier sous l’angle des articles 8 et 14 combinés que le fait que le « pacte de vie commune » instauré par la loi no 3719/2008 fût destiné uniquement aux couples formés de personnes majeures de sexe opposé portait atteinte à leur droit à la vie privée et familiale et opérait une discrimination injustifiée entre les couples hétérosexuels et les couples homosexuels, au détriment de ces derniers.	Dean Spielmann, président, Josep Casadevall, Guido Raimondi, Ineta Ziemele, Mark Villiger, Isabelle Berro-Lefèvre, Peer Lorenzen, Danutė Jočienė,

		Decision : par seize voix contre une, qu'il y a eu violation de l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 8	Mirjana Lazarova Trajkovska, Ledi Bianku, Angelika Nußberger, Julia Laffranque, Paulo Pinto de Albuquerque, Linos-Alexandre Sicilianos, Erik Møse, André Potocki, Aleš Pejchal, juges, opinion concordante commune aux juges Casadevall, Ziemele, Jočienė et Sicilianos ; – opinion en partie concordante, en partie dissidente du juge Pinto de Albuquerque.
<i>Jones et autres c. Royaume-Uni</i>, n^{os} 34356/06 et 40528/06, 14 janvier 2014	Amnesty International, International Centre for the Legal Protection of Human Rights (Interights) et JUSTICE observations communes : §180-185	Les requérants dans la présente affaire ont cherché, au Royaume-Uni, à assigner au civil le Royaume d'Arabie saoudite et certains de ses agents désignés nommément en réparation de dommages causés par des actes de torture perpétrés par ces agents. La Chambre des lords a jugé à l'unanimité qu'il ne pouvait être permis à ces actions d'être poursuivies au motif que l'Arabie saoudite jouissait de l'immunité de l'État et que cette immunité s'étendait aussi aux agents en question. Décision : Dit, par six voix contre une, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention eu égard au grief dirigé par M. Jones contre le Royaume d'Arabie saoudite ; Dit, par six voix contre une, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention eu égard aux griefs dirigés par les requérants contre les agents de l'État	Ineta Ziemele, présidente, Pāivi Hirvelä, George Nicolaou, Ledi Bianku, Zdravka Kalaydjieva, Vincent A. De Gaetano, Paul Mahoney, juges, – opinion concordante du juge Bianku ; – opinion dissidente de la juge Kalaydjieva.

		désignés nommément.	
<i>László Magyar v. Hungary</i> , n° 73593/10, 20 mai 2014	the Hungarian Helsinki Committee §41-45	The applicant complained under Article 3 of the Convention about his life sentence with no parole eligibility and that the conditions of his detention were degrading. Moreover, relying on Article 6 § 1 of the Convention, he complained about the length of his trial and the perceived lack of impartiality of the Regional Court which convicted him. Holds, unanimously, that there has been a violation of Article 3 of the Convention; Holds, unanimously, that there has been a violation of Article 6 § 1 of the Convention;	Guido Raimondi, President, Işıl Karakaş, András Sajó, Helen Keller, Paul Lemmens, Robert Spano, Jon Fridrik Kjølbro, judges, Partially dissenting opinion of judge Lemmens
<i>M.E. c. Suède</i> , n° 71398/12, 26 juin 2014 His case was referred to the grand chamber which delivered judgment in the case on 08/04/2015	Amnesty International and jointly from the International Federation for Human Rights (FIDH), the International Commission of Jurists and the European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-Europe)	The applicant alleged, in particular, that his rights under Articles 3 and 8 of the Convention would be violated if he were expelled to Libya to apply for family reunion from there. Decision : Holds, by six votes to one that the expulsion of the applicant to Libya would not give rise to a violation of Article 3 of the Convention;	Mark Villiger, President, Ann Power-Forde, Ganna Yudkivska, Vincent A. De Gaetano, André Potocki, Aleš Pejchal, judges, Johan Hirschfeldt, ad hoc judge, (a) separate opinion of Judge De Gaetano; (b) dissenting opinion of Judge Power-Forde.
<i>S.A.S. c. France</i> [GC], n° 43835/11, 1er juillet 2014	Amnesty International , Liberty, Open Society Justice Initiative et Article 19 et le Centre des droits de l'homme de l'université de Gand. OSJI : 105. En conclusion, l'intervenante soutient qu'il y a un consensus européen contre l'interdiction du port du voile intégral en public. Elle insiste également sur le fait que des interdictions totales sont disproportionnées lorsque des mesures	La requérante se plaint du fait que l'interdiction de porter une tenue destinée à dissimuler le visage dans l'espace public que pose la loi no 2010-1192 du 11 octobre 2010 la prive de la possibilité de revêtir le voile intégral dans l'espace public. Elle dénonce une violation des articles 3, 8, 9, 10 et 11 de la Convention, pris isolément et combinés avec l'article 14 de la Convention. Décision : pas de violation de l'article 8, ni de l'article 9 de la Convention (15 contre 2 voix)	Dean Spielmann, President, Josep Casadevall, Guido Raimondi, Ineta Ziemele, Mark Villiger, Boštjan M. Zupančič, Elisabeth Steiner, Khanlar Hajiyev, Mirjana Lazarova Trajkovska, Ledi Bianku, Ganna Yudkivska,

	moins intrusives sont possibles, que des justifications tirées de l'ordre public doivent être concrètement fondées, que les mesures prises dans le but de promouvoir l'égalité doivent être objectivement et raisonnablement justifiées et limitées dans le temps et que celles qui visent à garantir la laïcité doivent être strictement nécessaires (cf. §102-105). AI : 91. Selon l'intervenante, supposer que les femmes qui portent certains types d'habits le font parce qu'elles y sont contraintes relève d'un stéréotype sexiste ou religieux ; mettre fin à la discrimination requerrait une approche bien plus nuancée	Violation article 1 protocole n°1	Angelika Nußberger, Erik Møse, André Potocki, Paul Lemmens, Helena Jäderblom, Aleš Pejchal, judges, Opinion en partie dissidente commune aux juges Nußberger et Jäderblom.
<i>Hämäläinen c. Finlande</i> [GC], n°37359/09, 16 juillet 2014	Amnesty International (+Transgender Europe) §54-55 : Amnesty International estime que les traités en matière de droits de l'homme doivent autant que possible faire l'objet d'une interprétation harmonieuse de manière à former un ensemble unique d'obligations compatibles entre elles. D'après l'organisation, il est bien établi en droit international des droits de l'homme que l'interdiction générale de la discrimination comprend l'interdiction de toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Amnesty International explique que si deux personnes identifiées comme étant des	Sur des questions liées à la reconnaissance juridique des changements de sexe. La requérante se plaignait en particulier, sous l'angle des articles 8 et 14 de la Convention, de ne pouvoir obtenir la pleine reconnaissance de son nouveau sexe sans transformer son mariage en un partenariat enregistré. Elle y voyait une violation de son droit à la vie privée et familiale. Décision : Dit, par quatorze voix contre trois, pas de violation de l'article 8 ; pas lieu d'examiner l'affaire sous l'angle de l'article 12 ; pas de violation de l'article 14 combiné aux art. 8 et 12 de la Convention.	Dean Spielmann, président, Josep Casadevall, Guido Raimondi, Ineta Ziemele, Mark Villiger, Isabelle Berro, Khanlar Hajiyev, Danutė Jočienė, Päivi Hirvelä, András Sajó, Linos-Alexandre Sicilianos, Erik Møse, Helen Keller, André Potocki, Paul Lemmens, Valeriu Grițco, Faris Vehabović, juges, Opinion concordante de la juge Ziemele ; opinion dissidente commune aux juges Sajó,

	femmes forment un couple, elles passent pour être lesbiennes. Cette assimilation affecterait la dignité et les droits des personnes concernées en leur imposant une définition du sexe pouvant ne pas être conforme à leur propre ressenti.		Keller et Lemmens.
<i>Centre de ressources juridiques au nom de Valentin Câmpeanu c. Roumanie</i> , [GC], n° 47848/08, 17 juillet 2014	Human Rights Watch (§129) Comité Helsinki de Bulgarie (§94)	Valentin Câmpeanu était un jeune homme d'origine rom. Né en 1985 de père inconnu et abandonné par sa mère, il est placé en orphelinat. En 1990, découvre qu'il est séropositif. Les médecins ayant ultérieurement diagnostiqué une « déficience intellectuelle grave, un quotient intellectuel de 30 et une infection par le VIH », il fut considéré comme étant atteint d'un handicap « grave ». Par la suite, il présenta également des symptômes associés au VIH, tels que tuberculose pulmonaire, pneumonie et hépatite chronique. Décès en 2004, dans conditions où son handicap ne fut pas pris en charge de manière adéquate... Le Centre de ressources juridiques alléguait au nom de M. Valentin Câmpeanu que celui-ci avait été victime de violations des articles 2, 3, 5, 8, 13 et 14 de la Convention Décision : violation art. 2 (volet procédural et matériel) et art. 13 combiné à l'art 2, pour le reste pas à l'examiner.	Dean Spielmann, président, Guido Raimondi, Ineta Ziemele, Isabelle Berro, Alvina Gyulumyan, Dávid Thór Björgvinsson, Ján Šikuta, Päivi Hirvelä, Luis López Guerra, Ledi Bianku, Nona Tsotsoria, Kristina Pardalos, Vincent A. De Gaetano, Angelika Nußberger, Paulo Pinto de Albuquerque, Paul Mahoney, Johannes Silvis, juges, opinion en partie dissidente commune aux juges Ziemele et Bianku : pour eux il faut examiner grief art. 14 combiné à l'article 2.
<i>Al Nashiri v. Poland</i> , n° 28761/11, 24 juillet 2014	Helsinki Foundation for Human Rights §447-478 + nombreux rapports Amnesty International , Human Rights Watch	Torture et séquestration / détention par la CIA Décision : violation art. 3 (en son aspect procédural et substantiel), violation art. 5, violation art. 8, violation art. 13, violation art. 6§1, violation art.2 et 3 pris ensemble avec l'article 1 protocole n°6	Ineta Ziemele, President, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Ledi Bianku, Zdravka Kalaydjieva, Vincent A. De Gaetano, Krzysztof Wojtyczek, judges,

<i>Husayn (Abu Zubaydah) v. Poland</i>, n° 7511/13, 24 juillet 2014	The applicant was represented before the Court by Mr P. Hughes, a lawyer in the non-governmental organisation Interights, Ms H. Duffy, Senior Counsel in Interights, Ms V. Vandova, the Litigation Director of Interights, Tierces interventions: the International commission of jurists and Amnesty International : §387-390 + rapports AI et Human Rights Watch	A stateless Palestinian alleged, in particular: (i) a breach of Articles 3, 5 and 8 on account of the fact that Poland had enabled the CIA to detain him secretly on its territory, thereby allowing the CIA to subject him to treatment that amounted to torture, incommunicado detention, various forms of mental and physical abuse and deprivation of any access to, or contact with, his family or the outside world; (ii) a breach of Articles 3, 5 and 6 § 1 on account of the fact that Poland enabled to CIA to transfer him from its territory, thereby exposing him to years of further torture, ill-treatment, secret and arbitrary detention and denial of justice in the hands of the US authorities; (iii) a breach of Article 13 taken separately and in conjunction with Articles 3, 5 and 8 on account of Poland's failure to conduct an effective investigation into his allegations of serious violations of the Convention. Decision unanimously: a violation art. 3 (in its procedural aspect and in its substantive aspect), a violation of Article 5 of the Convention, a violation of Article 8 of the Convention, a violation of Article 13 of the Convention and a violation of Article 6 § 1 of the Convention.	Ineta Ziemele, President, Pāivi Hirvelä, George Nicolaou, Ledi Bianku, Zdravka Kalaydjieva, Vincent A. De Gaetano, Krzysztof Wojtyczek, judges,
<i>Etxebarria Caballero c. Espagne</i>, n° 74016/12, 7 octobre 2014	Open Society Justice Initiative : §42 Le tiers intervenant critique le régime légal de la garde à vue au secret en Espagne, concernant notamment l'absence de notification de la détention et du lieu de celle-ci à une personne choisie par l'intéressé, l'impossibilité pour le détenu au secret de désigner un avocat de son choix comme de s'entretenir confidentiellement,	Invoquant l'article 3 de la Convention, la requérante se plaint de l'absence d'enquête effective de la part des juridictions internes au sujet des mauvais traitements subis selon ses dires au cours de sa garde à vue au secret. Elle se plaint également des mauvais traitements qu'elle allègue avoir subis pendant sa garde à vue au secret. Violation art. 3 dans son volet procédural mais pas dans son aspect matériel	Josep Casadevall, président, Alvina Gyulumyan, Ján Šikuta, Dragoljub Popović, Luis López Guerra, Johannes Silvis, Valeriu Grițco, juges,

	avant ou après les interrogatoires, avec l'avocat commis d'office, et l'impossibilité de se faire examiner par un médecin de son choix durant la privation de liberté. Il souligne la situation de vulnérabilité des personnes détenues au secret, notamment face à l'éventualité de mauvais traitements, et les obligations positives des États à cet égard afin de garantir leur intégrité physique ; il se réfère à ce sujet aux constats et arguments déjà exposés par la Cour (Otamendi Egiguren c. Espagne, no 47303/08, § 41, 16 octobre 2012) et par le CPT pour ce qui est du cas espagnol (paragraphe 28 et suivants ci-dessus). Parmi ces garanties, le tiers intervenant cite l'accès dès les premiers moments de la détention à un avocat librement choisi, avec lequel le détenu puisse communiquer librement et confidentiellement, afin de bénéficier d'une assistance juridique effective et de qualité, et de prévenir les mauvais traitements lors des interrogatoires. Le tiers intervenant considère également comme une garantie indispensable l'accès à une surveillance et à une assistance médicales indépendantes et de qualité.		
<i>Tarakhel c. Suisse</i>, [GC], n° 29217/12, 04 novembre 2014	Amnesty International Centre AIRE	Sur les conditions d'accueil des demandes d'asile en Italie où les requérants risquaient d'être expulsés. Invoquant les articles 3 et 8 de la Convention, les requérants allèguent essentiellement que leur renvoi en Italie les exposerait à un traitement inhumain et	Dean Spielmann, président, Josep Casadevall, Guido Raimondi, Mark Villiger, Isabelle Berro-Lefèvre, Andrés Sajó,

		dégradant en raison du risque qu'ils se retrouvent sans hébergement ou soient hébergés dans des conditions inhumaines et dégradantes. Ce risque découlerait de l'absence de garanties de prise en charge individuelle face aux défaillances systémiques dont pâtirait le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile en Italie. Décision : Dit, par quatorze voix contre trois, qu'il y aurait violation de l'article 3 de la Convention si les requérants devaient être renvoyés en Italie sans que les autorités suisses aient au préalable obtenu des autorités italiennes une garantie individuelle concernant, d'une part, une prise en charge adaptée à l'âge des enfants et, d'autre part, la préservation de l'unité familiale ;	Ledi Bianku, Nona Tsotsoria, Işıl Karakaş, Nebojša Vučinić, Julia Laffranque, Linos-Alexandre Sicilianos, Helen Keller, André Potocki, Paul Lemmens, Helena Jäderblom, Paul Mahoney, juges. opinion en partie dissidente commune aux juges Casadevall, Berro-Lefèvre et Jäderblom
<i>Neshkov and others V. Bulgaria</i>, n° 36925/10, 21487/12, 72893/12..., 27 janvier 2015	Mr Yordanov (one of applicants) was represented by Ms D. Fartunova, a lawyer practising in Sofia and working with the Bulgarian Helsinki Committee. third-party submissions: Bulgarian Helsinki Committee §219-224	six applications : the applicants alleged, <i>inter alia</i>, that the conditions of their detention in various correctional facilities in Bulgaria had been or were inhuman and degrading. Mr Neshkov in addition alleged that he had not had effective domestic remedies in that respect. Decision : Holds that there has been a violation of Article 13 of the Convention and dismisses the Government's objection of non-exhaustion of domestic remedies; Holds that there have been violations of Article 3 of the Convention with respect to: (a) the conditions in which Mr Neshkov was kept in Varna Prison and Stara Zagora Prison; (b) the conditions in which Mr Yordanov was kept in Sofia Prison, Pleven Prison, Lovech Prison and Atlant Prison Hostel; and (c) the conditions in which Mr Tsekov and Mr Zlatev were kept in Burgas Prison;	Ineta Ziemele, President, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Nona Tsotsoria, Zdravka Kalaydjieva, Krzysztof Wojtyczek, Faris Vehabović, judges,
<i>M.C. v. Poland</i>,	the Helsinki Foundation for Human Rights	The applicant, a Polish national, alleged, in particular,	Guido Raimondi, President,

n° 23692/09, 03 mars 2015	in Warsaw §82-84	that he had been ill-treated by his fellow inmates in the absence of an appropriate action from the prison authorities and that no effective investigation had been carried out into his complaint of ill-treatment. Decision : a violation of the substantive aspect of Article 3 of the Convention as regards the State's failure to fulfill its obligation to protect the applicant and, consequently, dismisses the Government's preliminary objection; a violation of the procedural aspect of Article 3 of the Convention;	Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Nona Tsotsoria, Zdravka Kalaydjieva, Krzysztof Wojtyczek, Faris Vehabović, judges,
<i>Delfi As c. Estonie</i> [GC], n° 64569/09 16 juin 2015	la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme §94-95	La société requérante voit dans le fait qu'elle a été jugée responsable des commentaires déposés par des tiers sur son portail d'actualités sur Internet une violation de son droit à la liberté d'expression contraire à l'article 10 de la Convention. Decision : Dit, par quinze voix contre deux, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 10 de la Convention	Dean Spielmann, président, Josep Casadevall, Guido Raimondi, Mark Villiger, İşıl Karakaş, Ineta Ziemele, Boštjan M. Zupančič, András Sajó, Ledi Bianku, Nona Tsotsoria, Vincent A. De Gaetano, Angelika Nußberger, Julia Laffranque, Linos-Alexandre Sicilianos, Helena Jäderblom, Robert Spano, Jon Fridrik Kjølbro, juges, – opinion concordante commune aux juges Raimondi, Karakaş, De Gaetano et

			Kjølbros – opinion concordante du juge Zupančič ; – opinion dissidente commune aux juges Sajó et Tsotsoria.
<i>Grabowski v. Poland</i>, n° 57722/12, 30 juin 2015	The Helsinki Foundation for Human Rights in Warsaw §37-41	The applicant complained under Article 5 § 1 of the Convention that his continued detention in a shelter for juveniles had been unlawful and that he had not had a remedy to challenge the lawfulness of his detention. Decision : violation of Article 5 § 1 of the Convention; violation of Article 5 § 4 of the Convention;	Guido Raimondi, President, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Nona Tsotsoria, Krzysztof Wojtyczek, Faris Vehabović, Yonko Grozev, judges,
<i>Oliari and others v. Italy</i>, n° 18766/11, 36030/11, 21 juillet 2015	FIDH, AIRE Centre, ILGA-Europe, ECSOL, UFTDU and UDU : §134-143 Associazione Radicale Certi Diritti ECLJ (European Centre for Law and Justice) seven Russian NGOS	The applicants complained that the Italian legislation did not allow them to get married or enter into any other type of civil union and thus they were being discriminated against as a result of their sexual orientation. They cited Articles 8, 12 and 14 of the Convention. Decision : a violation of Article 8 of the Convention; 3. Holds that there is no need to examine the complaint under Article 14 in conjunction with Article 8 of the Convention	Päivi Hirvelä, President, Guido Raimondi, Ledi Bianku, Nona Tsotsoria, Paul Mahoney, Faris Vehabović, Yonko Grozev, judges,
<i>Annagi Hajibeyli v. Azerbaijan</i>, n° 2204/11, 22 octobre 2015	the International commission of Jurists (the ICJ) §61-63	The applicant alleged, in particular, that he had been arbitrarily refused registration as a candidate in the 2010 parliamentary elections. Decision : violation of Article 3 of Protocol No. 1 to the Convention; Holds that the respondent State has failed to comply with its obligations under Article 34 of the Convention;	András Sajó, President, Elisabeth Steiner, Khanlar Hajiyev, Mirjana Lazarova Trajkovska, Julia Laffranque, Erik Møse, Dmitry Dedov, judges,

<i>Matczynski v. Poland</i> , n° 32794/07, 15 décembre 2015	The Helsinki Foundation for Human Rights §78	The applicant complained under Article 1 of Protocol No. 1 to the Convention that the restrictions imposed on the exercise of his property rights breached his right to the peaceful enjoyment of his possessions. Decision : no violation of Article 1 of Protocol No. 1 to the Convention	András Sajó, President, Vincent A. De Gaetano, Boštjan M. Zupančič, Nona Tsotsoria, Krzysztof Wojtyczek, Egidijus Kūris, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, judges,
<i>Rasul Jafarov v. Azerbaijan</i> , n° 69981/14, 17 mars 2016	the Helsinki Foundation for Human Rights, Human Rights House Foundation and Freedom Now : §107-113 : The third parties submitted that in recent years the situation involving the targeting of human rights defenders, journalists and activists in Azerbaijan had grown increasingly dire, as evidenced by the almost complete shutdown of independent human rights organisations, the striking expansion in scope and severity of specious criminal charges used against civil society leaders, and the adoption of legislation regulating and controlling NGOs. Of particular concern was the imprisonment of human rights defenders, journalists and activists who had intensively cooperated with the Council of Europe and engaged with other international monitoring mechanisms.	The applicant alleged, in particular, that his arrest and pre-trial detention had not been justified and had been carried out in bad faith, that his right to freedom of assembly had been breached, and that his rights had been restricted for purposes other than those prescribed in the Convention. Decision : violation of Article 5 § 1 of the Convention; no need to examine the complaint under Article 5 § 3 of the Convention; violation of Article 5 § 4 of the Convention; a violation of Article 18 of the Convention taken in conjunction with Article 5 of the Convention;	Angelika Nußberger, President, Ganna Yudkivska, Khanlar Hajiyev, André Potocki, Yonko Grozev, Síofra O'Leary, Mārtiņš Mīts, judges,
<i>F. G. c. Suède</i> [GC], n° 43611/11, 23 mars 2016	ECLJ, ADF, AIRE Centre , le conseil européen pour les réfugiés et les exilés, la Commission internationale de juristes §107-109	sur l'expulsion du requérant vers l'Iran Decision : Dit, à l'unanimité, qu'il n'y aurait pas violation des articles 2 et 3 de la Convention à raison du passé politique du requérant en Iran si celui-ci était expulsé vers ce pays ;	Guido Raimondi, président, Dean Spielmann, András Sajó, Josep Casadevall, Ineta Ziemele,

		Dit, à l'unanimité, qu'il y aurait violation des articles 2 et 3 de la Convention si le requérant était renvoyé en Iran en l'absence d'une appréciation ex nunc par les autorités suédoises des conséquences de sa conversion religieuse ;	Elisabeth Steiner, George Nicolaou, Ledi Bianku, Vincent A. De Gaetano, Julia Laffranque, Paulo Pinto de Albuquerque, Linos-Alexandre Sicilianos, Helena Jäderblom, Aleš Pejchal, Krzysztof Wojtyczek, Dmitry Dedov, Robert Spano, juges,
<i>M.C. and A.C. v. Romania</i> , n° 12060/12, 12 avril 2016	the Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), the European arm of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-Europe), the Advice on Individual Rights in Europe Centre (AIRE Centre) – all represented by ILGA – and the Association for the Defence of Human Rights in Romania, Helsinki Committee (APADOR-CH) (§97-100).	The applicants, 2 Romanians nationals, alleged, in particular, that the investigations into their allegations of ill-treatment motivated by discrimination against LGBTI (Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Intersex) persons had not been effective. decision : violation of Articles 3 and 14 of the Convention read together in so far as the complaint concerns the investigation into the allegations of ill-treatment;	András Sajó, President, Vincent A. De Gaetano, Nona Tsotsoria, Krzysztof Wojtyczek, Egidijus Kūris, Iulia Antoanella Motoc, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, judges, (a) concurring opinion of Judge Wojtyczek; (b) partly dissenting opinion of Judge Kūris.
<i>Avotiņš c. Lettonie</i> [GC], n° 17502/07, 23 mai 2016	Commission européenne et du Centre de conseil sur les droits de l'individu en Europe (Centre AIRE) §94-95 : Le Centre AIRE insiste sur la nécessité de sauvegarder le droit à un procès équitable dans le cadre de la procédure de reconnaissance et d'exécution des jugements au sein de l'Union européenne,	La requête était dirigée à l'origine contre Chypre et contre la Lettonie. Le requérant se plaignait en particulier qu'une juridiction chypriote l'ait condamné au paiement d'une dette contractuelle sans l'avoir dûment assigné à comparaître ni lui avoir permis d'exercer les droits de la défense, et que les juges lettons aient ordonné l'exécution en Lettonie de la décision de justice chypriote. Il s'estimait victime d'une violation du	András Sajó, président, İşıl Karakaş, Josep Casadevall, Elisabeth Steiner, Ján Šikuta, Nona Tsotsoria, Ganna Yudkivska, André Potocki,

	et sur l'obligation pour les juridictions nationales de garantir le respect de ce droit.	droit à un procès équitable garanti par l'article 6 § 1 de la Convention. Décision : pas eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention	Paul Lemmens, Aleš Pejchal, Faris Vehabović, Ksenija Turković, Egidijus Kūris, Robert Spano, Iulia Antoanella Motoc, Jon Fridrik Kjølbro, juges, Jautrīte Briede, juge ad hoc – opinion concordante commune aux juges Lemmens et Briede; – opinion dissidente du juge Sajó.
<i>Biao c. Danemark</i> , [GC], n° 38590/10, 24 mai 2016	Centre de conseil sur les droits de l'individu en Europe (Centre AIRE) §87 : le Centre AIRE soutient que les citoyens de l'Union qui ont migré dans un État membre ont le droit de retourner dans leur pays d'origine avec les membres de leur famille ressortissants de pays tiers après avoir exercé dans cet État membre les droits qui leur sont reconnus par les traités et qu'ils ne doivent pas faire l'objet d'une discrimination à rebours au motif qu'ils ont la nationalité de leur pays d'origine	Les requérants alléguaient que le refus des autorités danoises de leur accorder le bénéfice du regroupement familial au Danemark emportait violation de l'article 8 de la Convention pris isolément et combiné avec l'article 14. décision : Dit, par douze voix contre cinq, qu'il y a eu violation de l'article 14 combiné avec l'article 8 de la Convention ; Dit, par quatorze voix contre trois, qu'il n'y a pas lieu d'examiner séparément la requête sous l'angle de l'article 8 de la Convention pris isolément ;	Işıl Karakaş, présidente, Dean Spielmann, Josep Casadevall, Mark Villiger, Boštjan M. Zupančič, Ján Šikuta, George Nicolaou, Ledi Bianku, Ganna Yudkivska, Vincent A. De Gaetano, Paulo Pinto de Albuquerque, André Potocki, Helena Jäderblom, Paul Mahoney, Ksenija Turković, Iulia Antoanella Motoc, Jon Fridrik Kjølbro, juges,

			– opinion concordante du juge Pinto de Albuquerque ; – opinion partiellement dissidente de la juge Jäderblom ; – opinion dissidente commune aux juges Villiger, Mahoney et Kjølbrog; – opinion dissidente de la juge Yudkivska
<i>Baka c. Hongrie</i> [GC], n° 20261/12, 23 juin 2016	Comité Helsinki hongrois Fondation Helsinki pour les droits de l'homme (basée en Pologne) Commission internationale des juristes §98-99 §136-139	Sur l'inamovibilité des juges et les garanties de l'Etat de droit. Dans sa requête, M. Baka alléguait en particulier qu'il n'avait pas eu accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée de son mandat de président de la Cour suprême. Il se plaignait également d'avoir été relevé de ses fonctions parce qu'il avait publiquement, en sa qualité de président de la Cour suprême, pris position ou exprimé un avis sur divers aspects de réformes législatives qui concernaient les tribunaux. Il invoquait les articles 6 § 1 et 10 de la Convention. Décision : Dit, par quinze voix contre deux, qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention et violation de l'article 10.	Luis López Guerra, président, Mirjana Lazarova Trajkovska, Ledi Bianku, Ganna Yudkivska, Vincent A. De Gaetano, Angelika Nußberger, Julia Laffranque, Paulo Pinto de Albuquerque, Linos-Alexandre Sicilianos, Erik Møse, Helen Keller, Paul Lemmens, juges, Helena Jäderblom, juge ad hoc, Aleš Pejchal, Krzysztof Wojtyczek, Faris Vehabović, Dmitry Dedov, juges, opinion concordante commune aux juges Pinto de Albuquerque et Dedov ; opinion concordante du juge Sicilianos ; opinion dissidente du juge Pejchal ; opinion dissidente du juge Wojtyczek.

<i>Janusz Wojciechowski v. Poland</i> , n° 54511/11, 28 juin 2016	the Helsinki Foundation for Human Rights (Warsaw) §68	The applicant, a Polish national, alleged, in particular, that the conditions of his detention had not complied with the requirements of Article 3 of the Convention and that unreasonable restrictions on his right to manifest his religion, which were imposed on him in the remand centre in 2008, breached his freedom to manifest his religion. Decision : violation of Article 3 of the Convention	András Sajó, President, Paulo Pinto de Albuquerque, Krzysztof Wojtyczek, Egidijus Kūris, Iulia Motoc, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Marko Bošnjak, judges,
<i>Taddeucci and McCall v. Italy</i> , n° 51362/09, 30 juin 2016	International commission of Jurists (ICJ) , International Lesbian, Gay, Bisexual Trans and Intersex Association (ILGA) Europe, Network of European LGBT Families (NELFA) → §74-77 and European Commission on Sexual Orientation Law (ECSOL))	The applicants alleged that the refusal to grant a residence permit sought by the second applicant for family reasons had amounted to discrimination on grounds of sexual orientation. Decision : six votes to one, that there has been a violation of Article 14 of the Convention taken in conjunction with Article 8;	Mirjana Lazarova Trajkovska, President, Ledi Bianku, Guido Raimondi, Kristina Pardalos, Linos-Alexandre Sicilianos, Robert Spano, Pauline Koskelo, judges, (a) concurring opinion of Judge Spano, joined by Judge Bianku; (b) partly dissenting opinion of Judge Sicilianos.
<i>Jeronovičs c. Lettonie</i> [GC], n° 44898/10, 05 juillet 2016	Fondation Helsinki des droits de l'homme (dont le siège est en Pologne) : §93-102	Sur les règles régissant la radiation d'une requête du rôle sur la base d'une déclaration unilatérale. Le requérant se plaint de ce que, alors même que, dans sa décision rendue le 10 février 2009 dans l'affaire Jeronovičs c. Lettonie (no 547/02), la Cour a accepté la déclaration unilatérale du Gouvernement dans laquelle celui-ci reconnaissait diverses violations des droits de l'intéressé découlant de la Convention, y compris les mauvais traitements infligés par des policiers, le parquet ait refusé de rouvrir les deux procédures relatives à cette affaire. Ce refus l'aurait privé de tout recours relativement à ses allégations au regard des articles 3 et 13	Guido Raimondi, président, Işıl Karakaş, Josep Casadevall, Mirjana Lazarova Trajkovska, Mark Villiger, Päivi Hirvelä, George Nicolaou, Ledi Bianku, Kristina Pardalos, Paulo Pinto de Albuquerque, André Potocki, Paul Mahoney,

		Décision : Dit, par dix voix contre sept, qu'il y a eu violation de l'article 3 de la Convention sous son volet procédural ; Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas lieu d'examiner le grief tiré de l'article 13 de la Convention combiné avec l'article 3 de la Convention ;	Aleš Pejchal, Johannes Silvis, Krzysztof Wojtyczek, Jon Fridrik Kjølbro, juges, Jautrīte Briede, juge ad hoc, opinion en partie dissidente du juge Nicolaou ; opinion dissidente du juge Silvis, à laquelle se rallient les juges Villiger, Hirvelä, Mahoney, Wojtyczek, Kjølbro et Briede ; opinion dissidente du juge Wojtyczek.
<i>O.M. v. Hungary</i> n° 9912/15, 05 juillet 2016	AIRE Centre (Advice on Individual Rights in Europe), the European Council on Refugees and Exiles (ECRE), the ILGA-EUROPE (the European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association), and the International commission of Jurists (ICJ)	The applicant alleged that his detention had been unjustified, a situation not remedied by adequate judicial supervision. He relied on Article 5 §§ 1 (b) and (f) and 4 of the Convention. decision : a violation of Article 5 § 1 of the Convention in the period between 25 June and 22 August 2014	Paulo Pinto de Albuquerque, President, András Sajó, Krzysztof Wojtyczek, Egidijus Kūris, Iulia Motoc, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Marko Bošnjak, judges,
<i>T.P. And A.T. v. Hungary</i>, n°37871/14 73986/14, 04 octobre 2016	Hungarian Helsinki Committee §33-37	Two Hungarian nationals, Mr T.P and Mr A.T alleged, in particular, that their whole life sentences were <i>de iure</i> and <i>de facto</i> irreducible under Hungarian law, in breach of Article 3 of the Convention. Decision : by six votes to one, that there has been a violation of Article 3 of the Convention	Vincent A. De Gaetano, President, András Sajó, Nona Tsotsoria, Paulo Pinto de Albuquerque, Egidijus Kūris, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Marko Bošnjak, judges,
<i>Shukurov v. Azerbaijan</i>, n°	the International commission of Jurists (the ICJ)	The applicant alleged, in particular, that the election in his electoral constituency had not been free and fair	Angelika Nußberger, President, Khanlar Hajiyev,

37614/11, 27 octobre 2016		owing to numerous instances of electoral fraud. His right to stand for election had been infringed on account of the relevant authorities' failure to deal effectively with his complaints concerning election irregularities. Decision : violation of Article 3 of Protocol No. 1 to the Convention ; Holds that the respondent State has failed to comply with its obligation under Article 34 of the Convention;	André Potocki, Faris Vehabović, Yonko Grozev, Síofra O'Leary, Mārtiņš Mits, judges,
<i>Khlaifia and others v. Italy [GC]</i> , n°16483/12, 15 décembre 2016	the Coordination Française pour le droit d'asile (French coalition for the right of asylum – see paragraph 157 below), and from the Centre for Human Rights and Legal Pluralism of McGill University, the AIRE Centre and the European Council on Refugees and Exiles (ECRE) : §84, §234-236	The applicants alleged in particular that they had been confined in a reception centre for irregular migrants in breach of Articles 3 and 5 of the Convention. They also argued that they had been subjected to a collective expulsion and that, under Italian law, they had had no effective remedy by which to complain of the violation of their fundamental rights. Decision : Holds, unanimously, that there has been a violation of Article 5 § 1 of the Convention; a violation of Article 5 § 2 of the Convention; a violation of Article 5 § 4 of the Convention; Holds, unanimously, that there has been no violation of Article 3 of the Convention on account of the conditions in which the applicants were held at the Contrada Imbriacola CSPA; no violation of Article 3 of the Convention on account of the conditions in which the applicants were held on the ships Vincent and Audace; no violation of Article 4 of Protocol No. 4 to the Convention; Holds, unanimously, that there has been a violation of Article 13 of the Convention taken together with Article	Luis López Guerra, President, Guido Raimondi, Mirjana Lazarova Trajkovska, Angelika Nußberger, Khanlar Hajiyev, Kristina Pardalos, Linos-Alexandre Sicilianos, Erik Møse, Krzysztof Wojtyczek, Dmitry Dedov, Mārtiņš Mits, Stéphanie Mourou-Vikström, Georges Ravarani, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Pere Pastor Vilanova, Alena Poláčeková, Georgios A. Serghides, judges, (a) concurring opinion of Judge Raimondi; (b) partly dissenting opinion of Judge Dedov; (c) partly dissenting opinion of Judge Serghides.

		3 of the Convention; Holds, by sixteen votes to one, that there has been no violation of Article 13 of the Convention taken together with Article 4 of Protocol No. 4;	
<i>A.P., Garçon et Nicot c. France</i> , n° 79885/12, 52471/13, 52596/13, le 06 avril 2017	Transgender Europe, Amnesty International et International Lesbian, Gay, Bisexual Trans and Intersex Association (« ILGA ») Europe conjointement. §112-115 : Or, indiquent-elles, en France, les personnes transgenres qui souhaitent obtenir la reconnaissance juridique de leur genre sont tenues de se soumettre à divers traitements médicaux ; leur consentement est vicié puisqu'elles ne peuvent obtenir cette reconnaissance si elles n'ont pas subi ces traitements ; elles doivent en fait choisir entre deux droits fondamentaux : le droit à la reconnaissance de leur identité de genre et le droit au respect de leur intégrité physique. Elles soulignent ensuite que la communauté trans est diverse : si certaines personnes transgenres ont subi ou souhaitent subir une opération de chirurgie génitale ou une thérapie hormonale, certaines ne le souhaitent pas ou ne le peuvent pas, en raison par exemple du coût, de leur âge avancé ou de leur mauvaise condition physique, de la crainte de complications post-opératoires, de convictions religieuses ou personnelles, de l'opposition de proches, du souhait de conserver leur capacité reproductive, de l'opposition des autorités	Les requérants, qui sont des personnes transgenres, allèguent que le rejet de leur demande tendant à la rectification de la mention de leur sexe sur leur acte de naissance au motif que, pour justifier d'une telle demande, le demandeur doit établir la réalité du syndrome transsexuel dont il est atteint ainsi que le caractère irréversible de la transformation de son apparence, emporte violation de l'article 8 de la Convention (combiné avec l'article 3 de la Convention, selon le premier requérant). Décision : Dit, par six voix contre une, qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention dans le chef des deuxième et troisième requérants à raison de la condition d'irréversibilité de la transformation de l'apparence (requêtes nos 52471/13 et 52596/13) ; Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 8 de la Convention dans le chef du deuxième requérant à raison de la condition de réalité du syndrome transsexuel (requête no 52471/13) ; Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 8 de la Convention dans le chef du premier requérant à raison de l'obligation de subir un examen médical (requête no 79885/12) ; Dit, par six voix contre une, que, s'agissant des requêtes nos 52471/13 et 52596/13, il n'y a pas lieu d'examiner le grief tiré de l'article 14 de la Convention combiné avec l'article 8 de la Convention ;	Angelika Nußberger, présidente, André Potocki, Faris Vehabović, Yonko Grozev, Carlo Ranzoni, Mărtiņš Mits, Lətif Hüseynov, juges opinion dissidente du juge Ranzoni

	ou parce que la chirurgie ne leur est pas nécessaire pour être à l'aise dans leur identité de genre.		
<i>Bubon v. Russia</i> , n° 63898/09, 7 February 2017	Open Society Justice Initiative and the Helsinki Foundation for Human Rights OSJI §33-36 : The OSJI stressed that the right to receive information was well-recognised in various national and international legal systems. The disclosure of information, including statistical data about the operation of the criminal justice system, contributed not only to democratic accountability in the field of law enforcement, but also to general respect for the rule of law. HFHR : §31-32 : 31. The HFHR submitted that the right of access to public information was an element of international and national legal systems of human rights protection. 32. With reference to the Court's position in <i>Sdružení Jihočeské Matky v. the Czech Republic</i> (no. 19101/03, 10 July 2006) and <i>Társaság a Szabadságjogokért v. Hungary</i> (no. 37374/05, 14 April 2009) the HFHR advocated for a broader interpretation of the notion of the freedom to receive information. The HFHR took the view that the right of access to public documents fell within the scope of guarantees set forth in Article 10 § 1 of the Convention and that any decision to restrict access to documents related to a matter of public interest should	Konstantin Bubon is a legal researcher who regularly publishes articles in a number of Russian law journals and magazines. In May 2009, while researching the issue of prostitution in the Khabarovsk region, Bubon asked local police authorities for statistics regarding the prosecution of sexual exploitation offenses during a specified nine-year period. In a written request to the head of the police department, Bubon noted that he sought only general data as part of empirical research for an assigned article. The Court found unanimously no violation of Article 10.	Luis López Guerra, President, Helena Jäderblom, Helen Keller, Dmitry Dedov, Branko Lubarda, Alena Poláčeková, Georgios A. Serghides, judges,

	be subject to a strict scrutiny in accordance with the requirements of Article 10 § 2.		
<i>Chowdury and others v. Greece</i> , n° 21884/15, 30 mars 2017	Law School of Lund University in Sweden, the International Trade Union Confederation, the organisation Anti-Slavery International, the AIRE Centre (Advice for Individual Rights in Europe) and PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants), AIRE Centre and PICUM : §85	The applicants alleged that their work in strawberry fields in Manolada, Greece, amounted to forced labour and that their situation constituted human trafficking (Article 4 of the Convention). Decision : a violation of Article 4 § 2 of the Convention;	Kristina Pardalos, President, Linos-Alexandre Sicilianos, Aleš Pejchal, Robert Spano, Armen Harutyunyan, Tim Eicke, Jovan Ilievski, judges,
<i>Güzelyurtlu and others v. Cyprus and Turkey</i> , n° 36925/07, 04 avril 2017 This case was referred to the grand chamber which delivered judgment in the case on 29/01/2019	the Centre for Advice on Individual Rights in Europe (the “ AIRE Centre ”) §252-256 : In conclusion, the AIRE Centre underlined the prevalence in European and international law of agreements relating to mutual assistance in criminal investigations. In Europe in particular there appeared to be a trend requiring cross-border cooperation when the offences raised issues under Articles 2, 3 and/or 4 of the Convention. This trend placed obligations on States to investigate such offences which had taken place outside their jurisdiction, if persons or evidence of importance to the investigation were within their territory.	The applicants complained under the substantive and procedural aspects of Article 2 of the Convention that the Cypriot and Turkish authorities, including the authorities of the “Turkish Republic of Northern Cyprus” (the “TRNC”), had failed to conduct an effective investigation into the killing of their relatives, Elmas, Zerrin and Eylül Güzelyurtlu. Relying on Article 13 of the Convention, they complained of a lack of an effective remedy in respect of their Article 2 procedural complaint. Decision : Holds, by five votes to two, that there has been a violation of Article 2 of the Convention in its procedural limb by Cyprus; Holds, unanimously, that there has been a violation of Article 2 of the Convention in its procedural limb by Turkey; Holds, unanimously, that there is no need to examine separately the complaint under Article 13 of the Convention taken in conjunction with Article 2 of the Convention;	Helena Jäderblom, President, Branko Lubarda, Işıl Karakaş, Helen Keller, Pere Pastor Vilanova, Alena Poláčková, Georgios A. Serghides, judges, Partly dissenting opinion of Judge Serghides; Partly dissenting opinion of Judge Pastor Vilanova.
<i>Bayev et autres c. Russie</i> , n° 67667/09,	Fondation pour la famille et la démographie (une ONG russe), conjointement par Article	Les requérants (3 Russes, militants des droits homosexuels) alléguaient que l’interdiction par la	Helena Jäderblom, présidente, Luis López Guerra,

44092/12, 56717/12, 20 juin 2017	19 : Campagne mondiale en faveur de la liberté d'expression (« Article 19 ») et Interights, et conjointement par l'European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (la branche européenne de la fédération LGBTI mondiale (« ILGA-Europe »)), « Coming Out » et le réseau lesbien, gay, bisexuel et transgenre (LGBT) russe. Interights et Article 19 : observations communes §59 « Les tiers intervenants assurent que, du fait des lois sur la « propagande homosexuelle », il est impossible pour les écoles, les autorités éducatives ou les organismes caritatifs d'apporter aux élèves une information objective sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, de mettre en œuvre des mesures contre les brimades et le harcèlement et d'offrir aux élèves, comme au personnel et aux enseignants LGBT, une protection adéquate. »	législation de la « propagande pour les relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs » avait emporté violation de leur droit à la liberté d'expression et présentait un caractère discriminatoire. Décision : Dit, par six voix contre une, qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention ; Dit, par six voix contre une, qu'il y a eu violation de l'article 14 combiné avec l'article 10 de la Convention ;	Helen Keller, Dmitry Dedov, Alena Poláčková, Georgios A. Serghides, Jolien Schukking, juges, opinion dissidente du juge Dedov en faveur protection des droits de l'enfant.
<i>N.D. et N.T. c. Espagne</i>, n° 8675/15, 8697/15, 03 octobre 2017 Renvoi à la Grande Chambre 29 janvier 2018	conjointement, le Centre de conseil sur les droits de l'individu en Europe (« le Centre AIRE »), Amnesty International (AI), l'European Council on Refugees and Exiles (ECRE) et de l'International commission of Jurists (ICJ) : §48 : « que les éloignements d'étrangers effectués dans le cadre d'interceptions en haute mer par les autorités d'un État dans	Un ressortissant malien et un ressortissant ivoirien (les requérants) alléguaient en particulier une violation de l'article 3 et de l'article 13 de la Convention, de ces deux articles combinés, de l'article 4 du Protocole no 4 et, enfin, de l'article 13 combiné avec l'article 4 du Protocole no 4. Ils se plaignaient de leur refoulement immédiat vers le Maroc et de l'absence d'un recours effectif à cet égard. Ils précisaient qu'ils avaient fait l'objet d'une expulsion collective, qu'ils n'avaient eu	Branko Lubarda, président, Luis López Guerra, Helen Keller, Dmitry Dedov, Pere Pastor Vilanova, Alena Poláčková, Georgios A. Serghides, juges, opinion partiellement dissidente du juge Dedov

	l'exercice de leurs prérogatives de puissance publique, et qui ont pour effet d'empêcher les migrants de rejoindre les frontières de l'État, voire de les refouler vers un autre État, constituent un exercice de leur juridiction au sens de l'article 1 de la Convention, qui engage la responsabilité de l'État en question sur le terrain de l'article 4 du Protocole no 4 ». Ces ONG estiment qu'il ne peut qu'en aller de même pour le refus d'admission sur le territoire national des personnes entrées clandestinement en Espagne (Sharifi et autres c. Italie et Grèce, no 16643/09, § 212, 21 octobre 2014), qui relèvent d'après les ONG du contrôle effectif des autorités de cet État, qu'elles soient à l'intérieur du territoire de l'État ou sur ses frontières terrestres. » + §93-95	aucune possibilité d'être identifiés, de faire valoir leurs circonstances individuelles et les mauvais traitements dont, selon eux, ils risquaient de faire l'objet au Maroc, et de contester leur refoulement au moyen d'un recours à effet suspensif. Décision : Dit, à l'unanimité, qu'il y a eu violation de l'article 4 du Protocole no 4 ; Dit, à l'unanimité, qu'il y a eu violation de l'article 13 de la Convention combiné avec l'article 4 du Protocole no 4 ;	
<i>Orlandi and others v. Italy</i>, nos 26431/12, 26742/12, 44057/12 et 60088/12, 14 December 2017	FIDH, AIRE Centre, ILGA-Europe, ECSOL, UFTDU and UDU jointly, as well as from the Associazione Radicale Certi Diritti, the Helsinki Foundation for Human Rights, Alliance Defending Freedom, and ECLJ. 177. The intervener shed light on Poland's situation. They noted that according to the Polish constitution marriage was defined as a union between a man and a woman which fell under the protection of the Polish State. The constitution did not define the notion of family. They explained that since 2003 proposals and draft laws made by NGOs or	The applicants alleged that the authorities' refusal to register their marriages contracted abroad, and more generally the impossibility of obtaining legal recognition of their relationship, in so far as the Italian legal framework did not allow for marriage between persons of the same sex nor did it provide for any other type of union which could give them legal recognition, breached their rights under Articles 8, 12 and 14. Decision : Holds, by 5 votes to 2, that there has been a violation of Article 8 of the Convention; Holds, unanimously, that there is no need to examine the complaint under Article 14 in connection with Articles 8 and 12 of the Convention;	Kristina Pardalos, President, Guido Raimondi, Aleš Pejchal, Krzysztof Wojtyczek, Ksenija Turković, Pauliine Koskelo, Jovan Ilievski, judges, concurring opinion of Judge Koskelo; dissenting opinion of Judges Pejchal and Wojtyczek.

	political parties in favour of same-sex partnerships had been repeatedly dismissed or discontinued. At the time of the submissions there were two draft laws on registered partnerships being analysed by Parliament. They noted that a lot of the debate, including amongst the public and scholars, concentrated on whether the constitution precluded forms of partnership which provided legal protection for same-sex couples. In the meantime figures from the Centre for Public Opinion Research (Poland) showed that in 2013 social support for same-sex partnership in Poland was on the increase. 178. On 28 November 2012 the Polish Supreme Court delivered a resolution (no. III CZP65/12), by which it formulated the obligation of connection with lease agreements following a homosexual partner's death. 179. However, in Poland the lack of legal recognition of same-sex unions showed the unequal position reserved to same-sex couples in various domains, as confirmed by jurisprudence. 180. Poland does not recognize same-sex partnerships concluded abroad, and they cannot be registered with the Civil Status Registry (nor added as an informal entry), as this would be contrary to the Civil Status Registry Act (judgment of the Polish Supreme Administrative Court of 19 June 2003 – no. II OSK 475/12). In that light the		
--	---	--	--

	current practice was to deny legal recognition /registration of same-sex partnerships or marriages. However, in the view of the interveners, the legal framework including the Polish Constitution did not preclude registration of partnerships contracted abroad. 181. The Helsinki Foundation for Human Rights considered that there was no justification for the situation in Poland, which did not provide at least minimum legal recognition of same-sex couples.		
<i>Dimitar Mitev v. Bulgaria</i>, n° 34779/09, 08 mars 2018	the Bulgarian Helsinki Committee §45-49	The applicant alleged, in particular, that he had been convicted of murder on the basis of a confession made by him to the police immediately after his arrest, under duress and in the absence of a lawyer. Decision : violation of Article 6 §§ 1 and 3 (c) of the Convention	Angelika Nußberger, President, André Potocki, Yonko Grozev, Mărtiņš Mits, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Lətif Hüseynov, Lado Chanturia, judges,
<i>Naït-Liman c. Suisse</i> [GC], n° 51357/07, 15 mars 2018	Amnesty International conjointement avec la Commission internationale de juristes §161-165 : Amnesty International et la Commission internationale des juristes soutiennent que l'article 14 de la Convention contre la torture, interprété tout d'abord à la lumière de son libellé, ne prévoit pas de limitation de son champ d'application géographique. Une telle approche serait par ailleurs confirmée par le Comité contre la torture dans son Observation générale no 3, évoquée ci-dessus, ainsi que par le Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou	Invokant l'article 6 § 1 de la Convention, le requérant allègue que le refus des juridictions civiles suisses d'examiner son action civile en réparation du préjudice moral causé par des actes de torture allégués, subis en Tunisie, a porté atteinte à son droit d'accès à un tribunal. Dit, par quinze voix contre deux, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention.	Guido Raimondi, président, Angelika Nußberger, Linos-Alexandre Sicilianos, Ganna Yudkivska, Helena Jäderblom, Ledi Bianku, Kristina Pardalos, Helen Keller, André Potocki, Aleš Pejchal, Krzysztof Wojtyczek, Dmitry Dedov, Yonko Grozev, Pere Pastor Vilanova, Pauliine Koskelo, Georgios A. Serghides, Tim Eicke, juges, opinion partiellement dissidente du juge Wojtyczek ; opinion dissidente du juge Dedov ;

	dégradants, Juan E. Méndez, selon lequel « l'article 14 n'est pas géographiquement limité et s'applique où que les actes de torture soient commis. »		opinion dissidente du juge Serghides
<i>Mehmet Hasan Altan c. Turquie</i> , n° 13237/17 , 20 mars 2018	Human Rights Watch §119 : Les organisations non gouvernementales intervenantes indiquent que, depuis la tentative de coup d'État militaire, plus de cent cinquante journalistes ont été mis en détention provisoire. Insistant sur le rôle crucial joué par les médias dans une société démocratique, elles critiquent l'usage des mesures résultant en la privation de liberté des journalistes. §193. Les organisations non gouvernementales intervenantes soutiennent que les restrictions à la liberté des médias sont devenues beaucoup plus prononcées et répandues depuis la tentative de coup d'État militaire. Soulignant le rôle important joué par les médias dans une société démocratique, elles indiquent que les journalistes font souvent l'objet de mesures de détention pour avoir traité des sujets d'intérêt général. Elles dénoncent à cet égard un recours arbitraire aux mesures de détention contre les journalistes. À leurs yeux, la mise en détention d'un journaliste due à l'expression par ce dernier d'opinions n'incitant pas à la violence terroriste s'analyse en une ingérence injustifiée dans l'exercice du droit de l'intéressé à sa liberté	Le requérant alléguait en particulier que sa mise en détention provisoire avait emporté violation des articles 5, 10 et 18 de la Convention. Le requérant est un professeur d'économie et journaliste, critiquant le régime turque, suite à tentative de coup d'Etat, l'état d'urgence est décrété. Il est arrêté et maintenu en détention provisoire. Décision : violation de l'article 5§1, pas de violation de l'article 5§4, violation de l'article 10	Robert Spano, président, Paul Lemmens, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, Valeriu Grițco, Jon Fridrik Kjølbro, juges, Ergin Ergül, juge ad hoc, Opinion concordante du juge Spano, à laquelle se rallient les juges Bianku, Vučinić, Lemmens et Grițco ; Opinion en partie dissidente du juge Ergül.

	d'expression.		
<i>Şahin Alpay v. Turkey</i> , n° 16538/17, 20 mars 2018	ARTICLE 19 Human Rights Watch 98. The intervening non-governmental organisations stated that since the attempted military coup, more than 150 journalists had been placed in pre-trial detention. Emphasising the crucial role played by the media in a democratic society, they criticised the use of measures depriving journalists of their liberty. 163. The intervening non-governmental organisations submitted that restrictions on media freedom had become significantly more pronounced and prevalent since the attempted military coup. Stressing the important role played by the media in a democratic society, they stated that journalists were often detained for dealing with matters of public interest. They complained on that account of arbitrary recourse to measures involving the detention of journalists. In their submission, detaining a journalist for expressing opinions that did not entail incitement to terrorist violence amounted to an unjustified interference with the journalist's exercise of the right to freedom of expression.	The applicant alleged, in particular, that his pre-trial detention had breached Articles 5, 10 and 18 of the Convention Détention d'un journaliste accusé d'infraction en lien avec le terrorisme à la suite de la tentative de coup d'État. Holds, by six votes to one, that there has been a violation of Article 5 § 1 of the Convention; Holds, unanimously, that there has been no violation of Article 5 § 4 of the Convention; Holds, by six votes to one, that there has been a violation of Article 10 of the Convention	Robert Spano, President, Paul Lemmens, Ledi Bianku, Nebojša Vučinić, Valeriu Griţco, Jon Fridrik Kjølbro, judges, Ergin Ergül, ad hoc judge, partly dissenting opinion of judge Ergül
<i>Mammadli v. Azerbaïdjan</i> , n° 47145/14, 19 avril	The Helsinki Foundation for Human Rights §47	The applicant alleged that his right to liberty had been breached because he had been unlawfully detained in the absence of any reasonable suspicion that he had	Angelika Nußberger, President, Erik Møse, André Potocki,

2018		committed a criminal offence. He also alleged that the domestic courts had failed to justify his pre-trial detention, and that they had not addressed his specific arguments in support of his release. Decision : a violation of Article 5 § 1 of the Convention; no need to examine separately the complaint under Article 5 § 3 of the Convention; violation of Article 5 § 4 of the Convention; violation of Article 18 of the Convention taken in conjunction with Article 5 of the Convention;	Yonko Grozev, Siofra O’Leary, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Lətif Hüseynov, judges,
<i>Hajibeyli and Aliyev v. Azerbaijan,</i> n° 6477/08, 10414/08, 19 avril 2018	International commission of Jurists 48. The submissions of the ICJ were based on a summary of the Court’s case-law concerning the protection of lawyers under Articles 6, 8 and 10 of the Convention and the results of its recent fact-finding mission to Azerbaijan in order to assess the compliance of the governance of the legal profession in Azerbaijan with international law and standards. In that regard, the third party expressed in particular its concern about the independence of the ABA, noting that the system of governance of the legal profession in Azerbaijan did not ensure that its procedures of admission and disbarment were presided over by an independent and impartial body.	The applicants alleged that their right to freedom of expression had been breached because they had not been admitted to the Azerbaijani Bar Association (Azərbaycan Respublikası Vəkillər Kollegiyası – hereinafter “the ABA”) on account of statements they had made about the poor state of the legal profession in the country. They further alleged that the domestic courts had failed to give a reasoned decision in their cases and that the domestic authorities had hindered the exercise of their right of individual petition. Decision : violation of Article 10 of the Convention;	Angelika Nußberger, President, Erik Møse, Yonko Grozev, Siofra O’Leary, Mārtiņš Mits, Lətif Hüseynov, Lado Chanturia, judges,
<i>Abu Zubaydah v. Lithuania,</i> n° 46454/11, 31 mai 2018	the Helsinki Foundation for Human Rights (“HFHR”), Amnesty International (hereinafter also referred to as “AI”) and the International commission of Jurists (hereinafter also referred to as “ICJ”) §465-471	secret detention and torture to which the applicant was allegedly subjected during the extraordinary rendition operations by the United States authorities violation of Article 3 of the Convention in its procedural aspect and in its substantive aspect, (on account of the respondent State’s complicity in the CIA’s High-Value	Linos-Alexandre Sicilianos, President, Kristina Pardalos, Robert Spano, Aleš Pejchal, Egidijus Kūris, Mirjana Lazarova Trajkovska, Paul Mahoney, judges,

	(+ rapports de Human Rights Watch et de AI)	Detainee Programme, in that it enabled the US authorities to subject the applicant to inhuman treatment on Lithuanian territory and to transfer him from its territory, in spite of a real risk that he would be subjected to treatment contrary to Article 3); a violation of Article 5 of the Convention on account of the applicant's undisclosed detention on the respondent State's territory and the fact that the respondent State enabled the US authorities to transfer the applicant from its territory, in spite of a real risk that he would be subjected to further undisclosed detention; violation of Article 8 of the Convention; violation of Article 13 of the Convention on account of the lack of effective remedies in respect of the applicant's complaints under Article 3 of the Convention;	
<i>Al Nashiri v. Romania</i>, n° 33234/12, 31 May 2018 <i>cf. tableau action directe</i>	cf. tableau action directe : ONG tierces interventions : third-party comments were received from Amnesty International, (hereinafter also referred to as "AI") and the International commission of Jurists (hereinafter also referred to as "ICJ"), the Association for the Defence of Human Rights in Romania – the Helsinki Committee ("APADOR-CH"), the twelve media organisations ("Media Groups"), represented by Howard Kennedy Fsi LLP, and the United Nations (UN) Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism ("the UN Special Rapporteur"). • rapports International Helsinki	cf. tableau action directe	Linios-Alexandre Sicilianos, President, Kristina Pardalos, Robert Spano, Aleš Pejchal, Mirjana Lazarova Trajkovska, Paul Mahoney, judges, Florin Streteanu, ad hoc judge,

	Federation for Human Rights +Amnesty International Report +Human Rights Watch		
<i>Centrum För Rättvisa c. Suède</i>, n° 35252/08, 19 juin 2018 Renvoi devant la Grande Chambre 04/02/2019	la Commission internationale de juristes (section norvégienne)	Devant la Cour, la requérante alléguait que la législation et la pratique suédoises en matière de renseignement d'origine électromagnétique avaient porté et continuaient de porter à ses droits une atteinte constitutive d'une violation de l'article 8 de la Convention. Elle soutenait également qu'elle ne disposait d'aucun recours effectif pour dénoncer cette violation Décision : Dit qu'il n'y a pas eu violation de l'article 8 de la Convention	Branko Lubarda, président, Helena Jäderblom, Helen Keller, Pere Pastor Vilanova, Alena Poláčková, Georgios A. Serghides, Jolien Schukking, juges,
<i>Gîrleanu v. Romania</i>, n° 50376/09, 26 June 2018	the Open Society Justice Initiative and the International commission of Jurists (§64-67): Open Society Justice Initiative, together with the International Commission of Jurists, submitted that based on research of various sources of comparative law and jurisprudence, there was an emerging European consensus distinguishing the sanctions that could be applied to journalists, and in some cases other members of the public, compared with those available for public servants, for the public disclosure of information of public interest. Public servants were subject to reasonable and qualified obligations of confidentiality to which members of the public were not. Among the members of the public, journalists and other similarly	The applicant complained, in particular, of a violation of his freedom of expression as guaranteed by Article 10 of the Convention. At the material time the applicant was a local correspondent for the national daily newspaper <i>România liberă</i>. The applicant's articles covered various fields, including investigations into the activities of the armed forces and the police. Administrative fine for disclosure of secret military information in the context of journalistic investigation Unanimously, violation art. 10 of the Convention.	Ganna Yudkivska, President, Vincent A. De Gaetano, Faris Vehabović, Iulia Motoc, Carlo Ranzoni, Marko Bošnjak, Péter Paczolay, judges,

	protected persons with a special responsibility to act as public watchdogs, could be sanctioned for disclosing government information only in extraordinary circumstances. (...) They concluded that the State was primarily or exclusively responsible for the protection of government information, and journalists and other similarly protected persons may be subject to sanctions for possession or disclosure in the public interest of information only in exceptional circumstances due to the commission of crimes not based on the fact of possession or disclosure.		
<i>Lakatos v. Hungary</i> , n° 21786/15, 26 June 2018	the Hungarian Helsinki Committee and the Human Rights Litigation Foundation	The applicant complained in particular that his detention on remand had lasted an unreasonably long time. He relied on Article 5 § 3 of the Convention Decision: a violation of Article 5 § 3 of the Convention	Ganna Yudkivska, President, Paulo Pinto de Albuquerque, Faris Vehabović, Carlo Ranzoni, Georges Ravarani, Marko Bošnjak, Péter Paczolay, judges,
<i>Mariya Alekhina and others v. Russia</i> , n° 38004/12, 17 July 2018	Amnesty International Human Rights Watch (+ article 19) 187-190 : Amnesty International and Human Rights Watch (“the interveners”) noted that while freedom of expression was one of the foundations of a democratic society, States were permitted, and in certain circumstances, even obligated to restrict it in order to protect the rights of others. (...) The interveners argued that criminal sanctions should only be applied	three Russian nationals alleged, in particular, that there had been breaches of Articles 3, 5 § 3 and 6 of the Convention in the course of their criminal prosecution for their performance in Christ the Saviour Cathedral in Moscow on 21 February 2012 and that their conviction for that performance and the subsequent declaration of videos of their performances as “extremist” had been in breach of Article 10. Décision : violation art. 3, 5 §3, 6§§1, art 10.	Helena Jäderblom, President, Helen Keller, Dmitry Dedov, Alena Poláčková, Georgios A. Serghides, Jolien Schukking, María Elósegui, judges, Partly dissenting opinion of judge Elósegui

	to offences that concerned advocacy of hatred that constituted incitement to violence, hostility or discrimination on the grounds of nationality, race, religion, ethnicity, gender or sexual orientation +§237-238		
<i>Big Brother Watch et autres c. Royaume-Uni</i>, n^{os} 58170/13, 62322/14 et 24960/15, 13 septembre 2018 Renvoi devant la Grande Chambre 04/02/2019	Aff 1 : Human Rights Watch, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Open Society Justice Initiative. Dans la seconde affaire, l'autorisation de se porter tiers intervenant a été accordée aux organismes suivants : Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Commission internationale de juristes. Requérants : 58170/13 Open Rights Group 24960/15 Amnesty International Limited	3 requêtes dirigées contre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dont les personnes physiques ou morales énumérées en annexe (« les requérantes ») ont saisi la Cour. Ils se plaignent de la portée et de l'ampleur des programmes de surveillance électronique mis en œuvre par le gouvernement britannique. Protection insuffisante de matériaux journalistiques visés par des systèmes de surveillance électronique : violations art. 10-1 Dit, par cinq voix contre deux, qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention à raison du régime découlant de l'article 8 § 4 de la RIPA ; Dit, par six voix contre une, qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention à raison du régime découlant du chapitre II de la RIPA, Dit, par cinq voix contre deux, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 8 de la Convention à raison du régime d'échange de renseignements ; Dit, par six voix contre une, que, dans la mesure où cette disposition était invoquée par les requérantes de la deuxième affaire, il y a eu violation de l'article 10 de la Convention à raison du régime découlant de l'article 8 § 4 de la RIPA et du régime découlant du chapitre II de cette loi ;	Linós-Alexandre Sicilianos, président, Kristina Pardalos, Aleš Pejchal, Ksenija Turković, Armen Harutyunyan, Pauliine Koskela, Tim Eicke, juges,
<i>Aliyev v. Azerbaijan</i>, n° 68762/14, 71200/14,	the Helsinki Foundation for Human Rights, the Human Rights House Foundation and	The applicant complained, in particular, that his conditions of detention had amounted to inhuman and	Angelika Nußberger, President, Erik Møse,

20 September 2018	Freedom	degrading treatment, that he had not received adequate medical assistance while in detention, that his arrest and pre-trial detention had not been justified and had been carried out in bad faith, that interferences with his rights to respect for his private life, home and correspondence and to freedom of assembly had not been justified, and that his rights had been restricted for purposes other than those prescribed in the Convention. Decision : no violation of Article 3 of the Convention on account of the applicant's medical treatment in detention; violation of Article 3 of the Convention on account of the applicant's conditions of detention from 9 to 12 August 2014; no violation of Article 3 of the Convention on account of the applicant's conditions of detention as from 12 August 2014; violation of Article 5 § 1 of the Convention; no need to examine the complaint under Article 5 § 3 of the Convention; violation of Article 5 § 4 of the Convention; violation of Article 8 of the Convention; violation of Article 18 of the Convention taken in conjunction with Articles 5 and 8 of the Convention; no need to examine separately the complaint under Article 11 of the Convention;	Yonko Grozev, Siofra O'Leary, Mārtiņš Mits, Lātif Hüseynov, Lado Chanturia, judges,
<i>Denisov c. Ukraine</i> [GC], n° 76639/11, 25 septembre 2018	la Commission internationale de juristes : 91. Le tiers intervenant soutient que pour trancher la question de l'applicabilité de l'article 8 de la Convention, il y a lieu de tenir compte de ce que la fonction de président de juridiction confère toujours un	Le requérant se plaignait en particulier d'avoir été révoqué de sa fonction de président de cour d'appel au mépris des exigences de l'article 6 § 1 de la Convention et voyait dans cette mesure une atteinte irrégulière et disproportionnée à sa vie privée protégée par l'article 8 de la Convention.	Guido Raimondi, président, Angelika Nußberger, Linos-Alexandre Sicilianos, Ganna Yudkivska, Helena Jäderblom, Robert Spano,

	rôle de chef de file au sein de la magistrature et que la révocation d'une telle fonction touche la vie privée de l'intéressé, en particulier ses relations professionnelles ainsi que sa réputation et son rang.	Décision : Dit, à l'unanimité, qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention relativement aux principes d'indépendance et d'impartialité des tribunaux Déclare, à la majorité, irrecevable le grief de violation de l'article 8 de la Convention ; Déclare, à l'unanimité, irrecevable le grief de violation de l'article 18 de la Convention et de l'article 1 du Protocole no 1 ;	Vincent A. De Gaetano, Erik Møse, André Potocki, Yonko Grozev, Carlo Ranzoni, Mārtiņš Mits, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Alena Poláčková, Georgios A. Serghides, Marko Bošnjak, Péter Paczolay, juges,
<i>Selahattin Demirtaş v. Turkey</i> (No. 2), n° 14305/17 ,20 November 2018 Referral to the Grand Chamber 18/03/2019	ARTICLE 19 and Human Rights Watch (+ Rapport de AI) 156. The intervening non-governmental organisations stated that since the attempted military coup of 15 July 2016, 1,482 members of the HDP, including several members of parliament, had been placed in pre-trial detention. They submitted that a large proportion of them had been detained for making political speeches. Emphasising the importance of public debate in a democratic society, they criticised the use of measures arbitrarily depriving HDP members of parliament of their liberty. 255. The intervening non-governmental organisations stated that Article 18 of the Convention would be breached where an applicant could show that the real aim of the authorities was not the same as that proclaimed.(...)	The applicant alleged, in particular, that his pre-trial detention had breached Articles 5, 10 and 18 of the Convention and Article 3 of Protocol No. 1 to the Convention. Parlementaire empêché d'exercer son mandat électif par son maintien prolongé en détention provisoire, sans examen sérieux de la possibilité de mesures alternatives. Décision : à l'unanimité, Pas de violation de l'article 5§1, Violation de l'article 5§3, Pas de violation de l'article 5§4 Violation de l'article 3 du Protocole n°1 (6 contre 1) : Violation de l'article 18 combiné à l'article 5§3	Robert Spano, President, Ledi Bianku, Işıl Karakaş, Paul Lemmens, Valeriu Griţco, Jon Fridrik Kjølbro, Ivana Jelić, judges, partly dissenting opinion of judge Karakaş

<i>Mursaliyev and others v. Azerbaijan</i>, n^{os} 66650/13, 24749/16 43327/16..., 13 décembre 2018	the Helsinki Foundation for Human Rights §28 The Helsinki Foundation for Human Rights submitted a summary of the case-law of the United Nations Human Rights Committee and the Court concerning the right to freedom of movement. The third party also expressed its concern about the widespread practice of travel bans being imposed by the Azerbaijani authorities in respect of witnesses in criminal proceedings, who had not been charged with a criminal offence, like the applicants in the present case.	The applicants alleged, in particular, that their right to leave the country had been violated by travel bans imposed on them by the domestic authorities. decision : violation of Article 2 of Protocol No. 4 to the Convention in respect of all the applicants; violation of Article 13 of the Convention in respect of all the applicants, except the applicant in application no. 24749/16;	Angelika Nußberger, President, Yonko Grozev, André Potocki, Síofra O’Leary, Mārtiņš Mits, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Lətif Hüseynov, judges,
<i>Molla Sali v. Greece</i> [GC], n° 20452/14 , 19 décembre 2018	the Hellenic League for Human Rights and Greek Helsinki Monitor → §119-121	The applicant alleged a violation of Article 6 § 1 of the Convention, taken alone and in conjunction with Article 14 and Article 1 of Protocol No. 1, in the context of a case concerning the inheritance rights to the property of her deceased husband. Decision : violation of Article 14 of the Convention read in conjunction with Article 1 of Protocol No. 1	Guido Raimondi, President, Angelika Nußberger, Linos-Alexandre Sicilianos, Ganna Yudkivska, Robert Spano, Ledi Bianku, Kristina Pardalos, Julia Laffranque, Paul Lemmens, Aleš Pejchal, Egidijus Kūris, Branko Lubarda, Carlo Ranzoni, Mārtiņš Mits, Armen Harutyunyan, Pauliine Koskelo, Tim Eicke, judges,
<i>Khadija Ismayilova v. Azerbaijan</i>, n^{os} 65286/13,	Norwegian Helsinki Committee (et pleins d’autres) §72-81	The applicant (investigative journalist) alleged, in particular, that her rights under Articles 6, 8, 10 and 13 of the Convention had been breached, owing to the	Angelika Nußberger, President, André Potocki, Síofra O’Leary,

57270/14, 10 janvier 2019		authorities' failure to protect her from unjustified intrusions into her private life linked to her work as a journalist. Decision : violation of Article 8 of the Convention in connection with the domestic authorities' failure to comply with their positive obligation to investigate effectively very serious intrusions into the applicant's private life; violation of Article 8 of the Convention in connection with the disclosure of the private information published in the authorities' report on the status of the investigation; violation of Article 10 of the Convention;	Mārtiņš Mits, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Lətif Hüseynov, Lado Chanturia, judges,
<i>Güzelyurtlu and others v. Cyprus and Turkey</i> [GC], n°36925/07, 29 janvier 2019	AIRE Centre §215-217	The applicants complained under the substantive and procedural aspects of Article 2 of the Convention that the Cypriot and Turkish authorities, including the authorities of the "Turkish Republic of Northern Cyprus" (the "TRNC"), had failed to conduct an effective investigation into the killing of their relatives, Elmas, Zerrin and Eylül Güzelyurtlu. Relying on Article 13 of the Convention, they complained of a lack of an effective remedy in respect of their Article 2 procedural complaint. Décision : Holds, by fifteen votes to two, that there has been no violation by Cyprus of Article 2 of the Convention under its procedural limb; Holds, unanimously, that there has been a violation by Turkey of Article 2 of the Convention under its procedural limb, on account of the failure to cooperate; Holds, unanimously, that there is no need to examine separately the complaint under Article 13 of the	Guido Raimondi, President, Angelika Nußberger, Linos-Alexandre Sicilianos, Ganna Yudkivska, Robert Spano, Vincent A. De Gaetano, İşıl Karakaş, Kristina Pardalos, André Potocki, Aleš Pejchal, Yonko Grozev, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Pauliine Koskelo, Georgios A. Serghides, Marko Bošnjak, Jolien Schukking, Lado Chanturia, judges, (a) concurring opinion of Judge

		Convention taken in conjunction with Article 2 of the Convention;	Serghides; (b) joint partly dissenting opinion of Judges Karakaş and Pejchal.
<i>Abdalov and others v. Azerbaijan</i> , n° 28508/11 37602/11 43776/11, 11 juillet 2019	the International commission of Jurists (the ICJ)	The applicants alleged, in particular, that their rights under Article 3 of Protocol No. 1 had been infringed because they had been unable to participate, as candidates, in the 2010 parliamentary election under equal conditions vis-à-vis other candidates, and that the domestic proceedings in their cases had been ineffective, contrary to the requirements of Article 13 of the Convention. The second and third applicants also alleged that the exercise of their right of individual application under Article 34 of the Convention had been hindered. Decision : violation of Article 3 of Protocol No. 1 to the Convention; Holds that there is no need to examine the complaint under Article 13 of the Convention;	Angelika Nußberger, President, Yonko Grozev, André Potocki, Mārtiņš Mits, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, Lətif Hüseynov, Lado Chanturia, judges,
<i>Zhdanov and others v. Russia</i> , n°s 12200/08, 35949/11, 58282/12, 16 juillet 2019	the Human Rights Centre of Ghent University and jointly from the European Human Rights Advocacy Centre (EHRAC), the European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA-Europe) and the International commission of Jurists (ICJ): The EHRAC, ILGA-Europe and the ICJ submitted §135-137	The applicants alleged, in particular, that the refusal to register associations set up to promote and protect the rights of lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) people in Russia had violated their right to freedom of association and had amounted to discrimination on grounds of sexual orientation. The applicants in application no. 58282/12 also alleged a violation of their right of access to a court. Holds, unanimously, that there has been : a violation of Article 6 § 1 of the Convention in application no. 58282/12; a violation of Article 11 of the Convention in all applications;	Georgios A. Serghides, President, Branko Lubarda, Helen Keller, Dmitry Dedov, Pere Pastor Vilanova, Alena Poláčková, María Elósegui, judges, joint partly dissenting opinion of judges Keller, Serghides and Elósegui

		a violation of Article 14 of the Convention in conjunction with Article 11 in all applications; that the finding of a violation constitutes in itself sufficient just satisfaction for the non-pecuniary damage sustained by Rainbow House	
<i>Strand Lobben and others v. Norway</i> , [GC], n° 37283/13, 10 septembre 2019	Alliance Defending Freedom (ADF) International, the Associazione Italiana dei Magistrati per i Minorenni e per la Famiglia (AIMMF), the AIRE Centre (§196-198) and X's adoptive parents	The applicants alleged, in particular, that the domestic authorities' decisions not to lift the care order for X and instead withdraw the first applicant's parental responsibilities for him and authorise his adoption by his foster parents, violated their rights to respect for family life under Article 8 of the Convention. Decision : a violation of Article 8 of the Convention in respect of both applicants	Linos-Alexandre Sicilianos, President, Guido Raimondi, Robert Spano, Vincent A. De Gaetano, Jon Fridrik Kjølbro, Ganna Yudkivska, Egidijus Kūris, Carlo Ranzoni, Armen Harutyunyan, Georges Ravarani, Pere Pastor Vilanova, Alena Poláčeková, Pauliine Koskelo, Péter Paczolay, Lado Chanturia, Gilberto Felici, judges, Dag Bugge Nordén, ad hoc judge, (a) concurring opinion of Judge Ranzoni, joined by Judges Yudkivska, Kūris, Harutyunyan, Paczolay and Chanturia; (b) concurring opinion of Judge Kūris; (c) joint dissenting opinion of

			Judges Kjølbrot, Poláčeková, Koskelo and Nordén; (d) joint dissenting opinion of Judges Koskelo and Nordén.
--	--	--	--